



G R O U P E
EVOTION
IMMOBILIER

ANNEXES

Rapport du conseil syndical pour l'année 2021

Le conseil syndical, représenté par Mme SAWICZ, M. BELL, M. COPINET, M. HACHANI, a procédé à la vérification des comptes de la copropriété, le 10 février 2022 avec M. RUIVO représentant du syndic Evotion.

La situation de trésorerie:

La situation comptable remise au conseil syndical indique une situation saine, il n'y a pas de dossier contentieux. Toutefois, quelques propriétaires n'ont pas encore réglé les charges du premier trimestre 2022.

La balance comptable de la copropriété se présente comme telle :

Reste en banque : 7 171 €.

Situation des copropriétaires : 4 481 € à devoir.

Factures engagées : 10845 €

L'état des dépenses de charges au 31 décembre 2021 sont de 151 293,83 € pour un budget de 139 600 € (contre 140 333,60 € pour l'année 2020 pour un budget de 138 000 €).

Le budget des dépenses 2022 a été élaboré par le syndic assisté du conseil syndical pour l'exercice du 01/01/22 au 31/12/22 et arrêté à la somme de 147 000 €.

Observations sur les comptes :

La répercussion de l'écart se situe principalement au niveau des consommations individuelles de gaz et pas au niveau de la copropriété.

L'écart s'explique en partie par le confinement ayant entraîné une forte augmentation des consommations individuelles de chauffage, ainsi que la rigueur hivernale de cette année.

Nous sommes passés de 10 300 € de gaz individuel en 2020 à 16 000 € pour 2021.

Pour l'eau chaude sanitaire et l'eau froide, la consommation est plus stable, même si l'on note une augmentation de 1000 € de consommation d'eau froide par rapport au budget.

Les consommations d'électricité et de réparations diverses :

Pour le BAT A, la consommation d'électricité 2021 est de 1835 € pour un budget estimatif de 1500 € (en 2020 conso edf : 1522 €). Ces hausses peuvent venir du réglage de la VMC, de la puissance utile du compteur qui pourrait être baissée pour gagner sur le coût d'abonnement, diminuer le temps d'éclairage dans les halls, les couloirs et les garages.

Les réparations diverses sont de 2077 € pour un budget estimatif de 1100 € (800 € en 2020), les fermetures des trappes de désenfumage ont été réparées deux fois (coût 330 €). Il est rappelé qu'il est interdit de fumer dans les couloirs et dans les halls des BAT A et B.

Pour le BAT B, la consommation d'électricité 2021 est de 1361 € pour un budget estimatif de 1500 € (en 2020 conso edf : 1353 €).

Les réparations diverses 3484 € pour un budget estimatif de 1500 € : mise en place d'un tableau affichage sur mesure dans le hall d'entrée et remplacement :

- du blount du portillon,
- des néons HS en Led dans les garages,
- de la poignée de porte du local poubelle (en 2020 : 1975 €).

Sécurité de la résidence :

L'installation du système de vidéosurveillance nous permet de constater qu'il y a moins d'incivilité. Nous avons déposé plainte auprès de la gendarmerie pour des vols dans les boîtes aux lettres et informé les résidents sur des incivilités regrettables causées par certaines personnes de la copropriété qui ne comprennent pas que certaines informations ou consignes n'ont pas pour objet de restreindre la liberté de chacun mais d'oeuvrer pour le bien vivre ensemble.

Parkings visiteurs :

Suite au sondage réalisé en 2021, concernant ces 19 emplacements, nous avons constaté un certain engouement pour l'achat de ces parkings.

Le syndic Evotion a signé la rétrocession, faite par la société Bouygues, des emplacements à l'euro symbolique au profit de la Copropriété en date du 20 octobre 2021 à l'Office Notarial d'Ecully. Ces places deviennent donc des parties communes destinées à la vente.

Afin d'éviter tout litige avec l'administration, le syndic attend la confirmation de publication aux hypothèques de cette acquisition et une AG extraordinaire sera mise en place pour la vente de ces parkings.

Animaux domestiques :

Il a été constaté que certains résidents laissent leurs chiens jouer, uriner et déféquer dans les espaces communs de la copropriété. Il s'agit là d'un manque de civisme, qui implique des nuisances visuelles, sonores et olfactives, pour l'ensemble des occupants. Les chiens doivent impérativement être tenus en laisse et le règlement de copropriété tolère les animaux de compagnie dans le strict respect des parties communes.

Piscine :

La sécurisation de la piscine a été finalisée, un badge spécial permet l'ouverture du portillon de la piscine. Ce vigik peut être déprogrammé au besoin en cas de perte, de vol ou en cas de non restitution lors d'un déménagement. Il est rattaché à votre logement sur logiciel. En cas de perte, il faut alerter rapidement le syndic afin qu'il puisse le déprogrammer de votre logement.

Le contrat de la société ARCHI GREEN a été résilié fin 2021, suite aux incidents répétés, manque d'entretien du système de fonctionnement et de filtration de la piscine, le nettoyage du liner n'était pas satisfaisant, énorme quantité d'eau dépensée (236 m³) pour essayer d'équilibrer le dosage des produits de traitement de la piscine.

Le syndic a sollicité d'autres entreprises et les a reçu sur place. La société OCEAZUR déjà présente sur d'autres résidences a été retenue pour son savoir-faire. Elle confirme bien qu'il est interdit en copropriété de mettre des galets de chlore à l'intérieur du skimmer et c'est en ce sens qu'elle a proposé que nous investissions dans un chlorinateur avant le démarrage de la saison.

Dans le règlement de la piscine, les consignes sont non-exhaustives, elles n'ont pas pour objet de restreindre la liberté de chacun mais elles se veulent un simple rappel du « savoir vivre ensemble » pour que chacun d'entre nous puisse profiter de cet espace en toute quiétude.

Cet espace privilégié doit répondre à des règles pour que chacun puisse en profiter sereinement et surtout pour que la Résidence conserve tout son standing et sa valeur patrimoniale.

Espaces verts :

L'intervention pour la pose de bâches dans les jardinières sur les toits des bâtiments est une solution qui limite de manière significative la pousse des herbes. Cependant ce n'est pas une solution définitive. En effet quelques herbes arrivent encore à pousser notamment aux joints entre deux bâches et sur les bords. De plus la toile hors sol risque de se fragiliser à moyen terme à cause des conditions climatiques auxquelles elle est confrontée (gel, UV, vent, forte chaleur,...). La solution la plus économique reste de prévoir un désherbage régulier ainsi que le changement des bâches lorsqu'elles s'avèrent trop abîmées .

En juillet la société Fayolle, concernant le plan de suivi des arbres de la copropriété, a exécuté l'abattage d'un épicéa mort du côté de la piscine, puis en novembre elle a fait des travaux d'élagage.

Mettre à l'ordre du jour de la prochaine AG la proposition d'un projet de plantation d'une haie du côté des voies SNCF, nécessaire à l'esthétique, mais surtout à la sécurité, car des enfants peuvent se retrouver directement sur la voie ferrée.

Points divers :

- Les prestations d'entretien des terrasses communes des bâtiments A et B par la société SOPREMA ne sont pas satisfaisantes . Le syndic recherche d'autres sociétés pour cet entretien annuel.

Concernant les casquettes non coformes du BAT A , un renforcement a été exécuté en dessous de celles-ci pour renforcer l'étanchéité, mais cela ne résout pas la mauvaise pente de ces casquettes. Le seul recours est de lancer une procédure judiciaire.

- Le dossier sur la chute de l'arbre mort contre le BAT C, coté piscine, n'est toujours pas clôturé, une audience est prévue le 10 mai 2022 pour être plaidée.

- Le contentieux avec l'ancien paysagiste M. JACQUARD, n'est toujours pas résolu. Le syndic a répondu aux dires du conseil de l'entreprise Jacquard. Un délibéré est prévu le 8 avril 2022.

- Le contrat du paysagiste a été remanié : « Univers du Paysage ».

Suite à la dernière réunion avec M. HIOLIN représentant de la commission espace vert de la copropriété et le syndic, M. Sullivan MARTIN, représentant la société « Univers du Paysage » a réajusté le contrat de maintenance. Certaines zones seront laissées sans tonte de façon à permettre au lierre de tapisser le sol (ces zones ne sont pas piétonnes) . Le contrat annuel d'entretien passera de 9 000 € à 8 286 € .

Les membres du Conseil Syndical restent à votre disposition pour répondre à vos questions ou interrogations. Cette année, l'assemblée générale se tiendra en présentielle et par correspondance, le syndic nous informera ultérieurement sur la date.



CONTRAT DE SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ



IL EST TEMPS POUR LES SYNDICS DE FAIRE LEUR **RÉVOLUTION** !

Notre vision du copropriétaire est déterminante : le syndic doit se consacrer pleinement à son service et lui proposer les outils les plus efficaces pour gagner sa confiance et mériter sa fidélité.

Pour répondre pleinement à vos attentes, nous avons établi «La charte qualité EVOTION».
Elle définit les bonnes pratiques que nous nous imposons dans toutes nos relations internes et externes.



Notre charte s'appuie sur 5 notions véritables ADN de votre syndic :

- **Intégrité** : nos relations avec les fournisseurs intervenant sur les copropriétés sont impartiales et désintéressées.
- **Humanité** : le développement de relations humaines harmonieuses est une règle d'or chez Evotion.
- **Fiabilité** : les copropriétaires peuvent se reposer sur Evotion.
- **Transparence** : les conseils syndicaux ont accès en temps réel et de manière dématérialisée à toutes les informations qui concernent leur copropriété.
- **Responsabilité** : En accord avec chaque conseil syndical, Evotion s'engage et assume pleinement toutes ses recommandations et choix stratégiques auprès des copropriétés.



Avec Evotion, le syndic entre dans une nouvelle ère : l'ère de la technologie. En s'appuyant sur les outils d'aujourd'hui, Evotion fait un bond dans l'efficacité des services proposés aux copropriétaires, qu'il s'agisse des questions du quotidien, de la gestion de copropriété, ou de l'assistance.



Paiement des charges de copropriété par prélèvement unique !



Espace d'échange privé sur internet pour votre copropriété offert



Extranet avec accès à la comptabilité et à vos archives

24h

Demande express avec réponse de suivi garantie sous 24h



Citylity... la première application Smartphone pour gérer, informer, réparer les incidents en copropriété !

EVOTION
IMMOBILIER

CONTRAT DE SYNDIC

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1. LE SYNDICAT DES COPROPRIÉTAIRES

Le Syndicat des copropriétaires de la copropriété JARDIN DE BACCARA située 42 ter, Bis Avenue du 8 Mai 1945 à TASSIN LA DEMI LUNE (69160)

comprenant 76 lots principaux.

Représenté par Monsieur ou Madame

Spécialement mandaté à cet effet par l'assemblée générale du 30 Mars 2022

Titulaire d'un contrat d'assurance responsabilité civile souscrit le / / à

Inscrit dans le registre des mandats sous le n° .

Ci-après dénommé le Syndicat

D'une part,

ET :

2. LE SYNDIC

La Société par Actions Simplifiées AF GESTION LYON 2, administrateur de biens - syndic de copropriété, ayant son siège social au 11 place Bellecour à Lyon (69002). Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le n°538 000 019.

Représentée par Monsieur BARBIER Sylvain, en sa qualité de président, titulaire de la carte professionnelle mention « Syndic de Copropriété, Gestion immobilière et Transaction sur immeubles et fonds de commerce » n°CPI 6901 2018 000 025 051, délivrée par la Chambre de Commerce de Lyon, garanti par GALIAN, 89 rue de la Boétie 75008 Paris, sous le n°111226 X et assuré en responsabilité civile professionnelle auprès de COVEA RISKS, 19-21 allées de l'Europe 92616 Clichy Cedex, sous le n° de police 120137405.

D'autre part,

IL A ÉTÉ FAIT ET CONVENU CE QUI SUIV :

Par décision prise en Assemblée Générale des copropriétaires réunie le 30/03/2022, le syndicat confie au cabinet AF GESTION LYON 2 qui l'accepte, les fonctions du syndic dudit immeuble, définies à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965 et aux clauses et conditions ci-dessous. En contrepartie de la liberté tarifaire de la prestation de syndic, nous nous engageons à une information préalable, claire et détaillée aux copropriétaires sur le contenu du présent contrat et sur les modalités de calcul des honoraires, en particulier, pour ce qui concerne les prestations invariables relevant d'un forfait annuel et les prestations qualifiées de particulières, non identifiable dans le cadre d'un forfait annuel.

3. MISSIONS

Le Syndicat donne mandat au cabinet ci-dessus, qui accepte d'exercer la mission de Syndic de l'immeuble ci-dessus indiquée, dans le cadre de la loi du 10 juillet 1965 et du décret du 17 mars 1967, modifiés par la loi du 31 décembre 1981, et des recommandations émises par la Commission Relative à la Copropriété, aux clauses et conditions ci-après. Les articles 1984 et suivants du Code Civil s'y appliquent de façon supplétive.

4. DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée de 1 an. Il commencera le 1/07/2022 pour se terminer le 30/06/2023. Conformément au Décret n°2015-342 du 26 mars 2015 définissant le contrat type de syndic de copropriété, le contrat n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

5. RESILIATION DU CONTRAT A L'INITIATIVE DU CONSEIL SYNDICAL

Le contrat de syndic peut être résilié, à l'initiative du conseil syndical, par décision de l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la majorité des voix de tous les copropriétaires (L. no 65-557, 10 juill. 1965, art. 25)(6). Obs : (6) le cas échéant, la majorité prévue à l'article 25-1 de cette loi est applicable. Cette résiliation du contrat doit être fondée sur une inexécution suffisamment grave reprochée au syndic. Le conseil syndical notifie au syndic une demande motivée d'inscription de la question à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale, en précisant la ou les inexécutions qui lui sont reprochées. La résiliation prend effet à la date déterminée par l'assemblée générale et au plus tôt un jour franc après la tenue de celle-ci.

6. RESILIATION DU CONTRAT A L'INITIATIVE DU SYNDIC

La résiliation du contrat doit être fondée sur une inexécution suffisamment grave reprochée par le syndic au syndicat des copropriétaires. Le syndic doit notifier son intention au président du conseil syndical, et à défaut à chaque copropriétaire, en précisant la ou les inexécutions reprochées par le syndic au syndicat des copropriétaires. Il convoque dans un délai qui ne peut être inférieur à deux mois à compter de cette notification une assemblée générale, en inscrivant à l'ordre du jour la question de la désignation d'un nouveau syndic. La résiliation prend effet au plus tôt un jour franc après la tenue de l'assemblée générale.

7. NOUVELLE DÉSIGNATION DU SYNDIC

A la fin du présent contrat, l'assemblée générale des copropriétaires procède à la désignation du syndic de la copropriété. Un nouveau contrat, soumis à l'approbation de l'assemblée générale, est conclu avec le syndic désigné à nouveau ou avec le nouveau syndic. Lorsqu'il est envisagé de désigner un nouveau syndic, il peut être mis fin au présent contrat, de manière anticipée et sans indemnité, dès lors que la question du changement de syndic et de la date de fin du présent contrat sont inscrites à l'ordre du jour d'une assemblée générale convoquée dans les trois mois précédant le terme du présent contrat. Le syndic qui ne souhaite pas être désigné à nouveau doit en informer le président du conseil syndical au moins trois mois avant la tenue de cette assemblée générale. L'assemblée générale appelée à se prononcer sur cette désignation est précédée d'une mise en concurrence de plusieurs projets de contrat, qui s'effectue dans les conditions précisées à l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965.

8. FICHE SYNTHETIQUE DE COPROPRIETE ET TRANSMISSION DE PIECES AU CONSEIL SYNDICAL

Obs : (7) conformément à l'article 54, IV de la loi no 2014-366 du 24 mars 2014, la fiche synthétique doit être établie à compter du : — 31 décembre 2016, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 200 lots ; — 31 décembre 2017, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 50 lots ; — 31 décembre 2018, pour les autres syndicats de copropriétaires.

8.1 La fiche synthétique de la copropriété En application de l'article 8-2 de la loi du 10 juillet 1965, le syndic établit une fiche synthétique de la copropriété regroupant les données financières et techniques essentielles relatives à la copropriété et à son bâti, dont le contenu est défini par décret. Le syndic met à jour la fiche synthétique de la copropriété chaque année. Le syndic met cette fiche à disposition du copropriétaire qui en fait la demande dans le délai d'un mois. A défaut, il est tenu au paiement de la pénalité financière suivante : 1 € par jour de retard. Cette pénalité est déduite de la rémunération forfaitaire annuelle du syndic lors de l'établissement des comptes à clôturer et à soumettre à l'assemblée générale. Ces dispositions ne sont pas applicables aux syndicats administrant des immeubles à destination totale autre que d'habitation.

8.2 La transmission de pièces au conseil syndical En application du septième alinéa de l'article 21 de la loi 10 juillet 1965, le conseil syndical peut prendre connaissance et copie, à sa demande, après en avoir donné avis au syndic, de toutes pièces ou documents, correspondances ou registres se rapportant à la gestion du syndic et, d'une manière générale, à l'administration de la copropriété. En l'absence de transmission desdites pièces, au-delà du délai d'un mois à compter de la demande du conseil syndical, le syndic est tenu au paiement de la pénalité suivante : (montant fixé par décret) € par jour de retard. Cette pénalité est déduite de la rémunération forfaitaire annuelle du syndic lors de l'établissement des comptes définitifs à clôturer et à soumettre à l'assemblée générale.

9. PRESTATIONS ET MODALITÉS DE RÉMUNÉRATIONS DU SYNDIC PROFESSIONNEL

Les jours et heures ouvrables de référence pour la détermination des modalités de rémunérations sont fixés comme suit :

Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le samedi l'agence est fermée.

Sauf en cas d'urgence, les démarches individuelles de chaque copropriétaire ou occupant de l'immeuble auprès du syndic s'effectuent aux jours et heures suivantes (accueil physique et/ou téléphonique effectif) :

Accueil physique :

Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le samedi l'agence est fermée.

Accueil téléphonique :

Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le samedi l'agence est fermée.

La rémunération du syndic professionnel est déterminée de manière forfaitaire.

Toutefois, une rémunération spécifique peut être perçue en contrepartie des prestations particulières limitativement énumérées à l'annexe 2 du décret du 17 mars 1967 et dans les conditions stipulées au 7.2 du présent contrat (art. 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

9.1. LE FORFAIT

9.1.1 CONTENU DU FORFAIT

Le forfait convenu entre les parties comprend toutes les prestations fournies par le syndic au titre de sa mission, à l'exclusion des prestations limitativement énumérées à l'annexe 2 du décret du 17 mars 1967. A ce titre, il effectue les visites et vérifications périodiques de la copropriété impliquée par la mission relative à l'administration, à la conservation, à la garde et à l'entretien de l'immeuble.

Il est convenu la réalisation, au minimum, de 6 visites et vérifications périodiques de la copropriété d'une durée minimum de 1 heure, avec ou sans rédaction d'un rapport et en présence ou hors la présence du président du conseil syndical.

Une liste non limitative des prestations incluses dans le forfait est précisée dans le présent contrat.

Il est bien prévu dans ce présent contrat « tout compris » que seuls les affranchissements en recommandés ou i-recommandés et les éventuelles locations de salle seront facturés en plus au réel.

Les frais de reprographie et les frais administratifs afférents aux prestations sont inclus dans la rémunération forfaitaire. Ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire et sont comprises dans la rémunération forfaitaire :

- les formalités de déclaration de sinistre concernant les parties communes et les parties privatives quand le sinistre a source dans les parties communes ;
- la gestion des règlements aux bénéficiaires.

9.1.2 PRECISIONS CONCERNANT LA TENUE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Les parties conviennent que l'assemblée générale annuelle sera tenue pour une durée de 3 heures à l'intérieur d'une plage horaire allant de 9 heures à 21 heures, par :

- le syndic
 - un ou plusieurs préposés
- (Rayer les mentions inutiles).

9.1.3 PRESTATIONS OPTIONNELLES QUI PEUVENT ÊTRE INCLUSES DANS LE FORFAIT SUR DÉCISION DES PARTIES

Le forfait convenu entre les parties en vertu du présent contrat pourra expressément inclure l'une ou plusieurs des prestations ci-dessous :

(Si les parties conviennent de retenir une prestation, elles remplissent les mentions ci-dessous afin de préciser ses modalités d'exécution. Elles rayent les mentions inutiles.)

~~La préparation, convocation et tenue de~~ Assemblée(s) Générale(s), autre(s) que l'Assemblée Générale annuelle de heures, à l'intérieur d'une plage horaire allant de ~~heure(s) à~~ heures ;

L'organisation de 3 réunions avec le conseil syndical d'une durée de 2 heures jusqu'à 20 heures.

9.1.4 PRESTATIONS QUI PEUVENT ÊTRE EXCLUES DES MISSIONS DU SYNDIC SUR DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES COPROPRIÉTAIRES

En application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, l'Assemblée Générale des copropriétaires peut, par décision spéciale prise aux conditions précisées par cet article :

- Dispenser le syndic d'offrir un accès en ligne sécurisé aux documents dématérialisés relatifs à la gestion de l'immeuble ou des lots gérés ;
- Confier les archives du syndicat des copropriétaires à une entreprise spécialisée aux frais du syndicat.

En cas de décision régulièrement adoptée par l'Assemblée Générale antérieurement à la conclusion du présent contrat, la prestation considérée n'est pas incluse dans le forfait.

9.1.5 MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION

Le Syndic réalisera les prestations définies ci-dessous qui donneront lieu aux rémunérations indiquées ci-après.

Les honoraires forfaitaires HT du syndic, pour ses prestations, sont fixés, pour l'année civile en cours à :
Trésorerie déposée ou non avec un compte séparé ouvert au nom du Syndicat des copropriétaires.

Les frais d'affranchissements et d'acheminements sont facturés au réel.

	Contrat de 1 an
Total HT	10 300.00 € HT
TVA	2 060.00 €
Total TTC	12 360.00 € TTC*

* tarif communiqué pour 12 mois d'activité.

Modalités de paiement (rayer la mention inutile) :

- Trimestre d'avance ;
- Suivant la périodicité suivante (préciser le terme) : trimestrielle

Elle peut être révisée chaque année au 1^{er} Janvier selon l'indice BT01 de l'année en cours :

Les dépassements des horaires et durées convenus pour la tenue des Assemblées Générales, réunions et visites/vérifications périodiques incluses dans le forfait sont facturés selon le coût horaire mentionné au 9. 2. I.

L'envoi des documents afférents aux prestations du forfait donne lieu à remboursement au syndic des frais d'affranchissement ou d'acheminement engagés.

Dans l'hypothèse où l'Assemblée Générale des copropriétaires a, en cours d'exécution du présent contrat et dans les conditions précisées à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, décidé de confier les archives du syndicat à une entreprise spécialisée, le montant de sa rémunération forfaitaire annuelle hors taxe est imputé soit (rayer la mention inutile) :

- De la somme de _____ € (que les parties conviennent de fixer dès à présent) ;
- De la somme toutes taxes comprises effectivement facturée au syndicat par le tiers auquel cette tâche aura été confiée (sur justificatif).

Dans l'hypothèse où l'Assemblée Générale des copropriétaires a, en cours d'exécution du présent contrat et dans les conditions précisées à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, décidé de dispenser le syndic de son obligation de mise à disposition d'un service d'accès en ligne aux documents dématérialisés, le montant de sa rémunération forfaitaire annuelle est imputé soit (rayer la mention inutile) :

- De la somme de _____ € (que les parties conviennent de fixer dès à présent) ;
- De la somme toutes taxes comprises effectivement facturée au syndicat par le tiers auquel cette tâche aura été confiée (sur justificatif).

Le montant de l'imputation prévue au titre des deux derniers alinéas est calculé prorata temporis de la période restant à courir jusqu'à la date d'exigibilité de la rémunération.

9.2. PRESTATIONS PARTICULIÈRES POUVANT DONNER LIEU À RÉMUNÉRATION COMPLÉMENTAIRE

9.2.1 MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DES PRESTATIONS PARTICULIÈRES

La rémunération due au syndic professionnel au titre des prestations particulières est calculée :

- Soit en application du coût horaire ci-dessous, appliqué au prorata du temps passé :

	HT	TVA	TTC
Tarif vacation heure Syndic pendant les heures ouvrables	50,00 €€	10.00 €€	60.00 €€
Tarif vacation heure Syndic pendant les heures non ouvrables	90,00 €€	18.00 €€	108.00 €€

- Soit en application du tarif convenu par les parties pour chaque prestation particulière.

La rémunération due au titre des prestations particulières s'entend hors frais d'envoi. L'envoi des documents afférents aux prestations particulières donne lieu à remboursement au syndic des frais d'affranchissement ou d'acheminement engagés.

9.2.2 PRESTATIONS RELATIVES AUX RÉUNIONS ET VISITES SUPPLÉMENTAIRES (AU-DELÀ DU CONTENU DU FORFAIT STIPULÉ AUX 9.2.I ET 9.2.III)

	HT	TVA	TTC
Préparation, convocation et tenue d'une Assemblée Générale supplémentaire de 2 heures, à l'intérieur d'une plage horaire allant de 18 à 21 heures	89,70 €€ par heure	17,94 € par heure	107,64 € par heure
Organisation d'une réunion supplémentaire avec le conseil syndical d'une durée de ____ heure(s), par rapport à celle(s) incluse(s) dans le forfait au titre du 9.1.III	89,70 €€ par heure	17,94 € par heure	107,64 € par heure
Réalisation d'une visite supplémentaire de la copropriété avec rédaction d'un rapport / sans rédaction d'un rapport et en présence du conseil syndical / hors la présence du conseil syndical (rayer les mentions inutiles), par rapport à celle(s) incluse(s) dans le forfait au titre du 9.1.I	125,00 €€	25,00 €€	150,00 €€

9.2.3 PRESTATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ ET À L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

	HT	TVA	TTC
Établissement ou modification du règlement de copropriété à la suite d'une décision du syndicat prise en application de l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965 (si l'Assemblée Générale décide, par un vote spécifique, de confier ces prestations au syndic)	200,00 €€	40.00 €€	240.00 €€
Publication de l'état descriptif de division et du règlement de copropriété ou des modifications apportées à ces actes	200,00 €€	40.00 €€	240.00 €€

9.2.4 PRESTATIONS DE GESTION ADMINISTRATIVE ET MATÉRIELLE RELATIVES AUX SINISTRES

	HT	TVA	TTC
Déplacements sur les lieux	62,50 €€	12,50 €€	75,00 €€
Prise de mesures conservatoires	250,00 €€	50,00 €€	300,00 €€
Assistance aux mesures d'expertise	45,83 €€ par heure	9,17 €€ par heure	55,00 €€ par heure
Suivi du dossier auprès de l'assureur	125,00 €€	25,00 €€	150,00 €€

Les prestations effectuées en dehors des jours et heures ouvrables et rendues nécessaires par urgence sont facturées (rayer la mention inutile) :

— Sans majoration ;

- Au coût horaire majoré de 30 %.

Toute somme versée par l'assureur au syndic au titre de la couverture des diligences effectuées par ce dernier dans le cadre du règlement d'un sinistre vient en déduction de la rémunération due en application du présent article.

9.2.5 PRESTATIONS RELATIVES AUX TRAVAUX ET ÉTUDES TECHNIQUES

Les travaux dont la liste est fixée à l'article 44 du décret du 17 mars 1967 peuvent faire l'objet d'honoraires spécifiques. Ces honoraires concernent :

- Les travaux de conservation ou d'entretien de l'immeuble, autres que ceux de maintenance ou d'entretien courant ;
- Les travaux portant sur les éléments d'équipement communs, autres que ceux de maintenance ;
- Les travaux d'amélioration, tels que la transformation d'un ou plusieurs éléments d'équipement existants, l'adjonction d'éléments nouveaux, l'aménagement de locaux affectés à l'usage commun ou la création de tels locaux, l'affouillement du sol ou la surélévation de bâtiments ;
- Les études techniques, telles que les diagnostics ou consultations ;
- D'une manière générale, les travaux qui ne concourent pas à la maintenance et à l'administration des parties communes ou à la maintenance et au fonctionnement des équipements communs de l'immeuble.

Les honoraires complémentaires éventuels sont votés lors de la même Assemblée Générale que les travaux concernés et aux mêmes règles de majorité (article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Le présent contrat ne peut se lire comme fixant un barème relatif à ces honoraires spécifiques, même à titre indicatif.

Une telle rémunération fixée dans le projet de résolution soumis au vote de l'Assemblée Générale doit être exprimée en pourcentage du montant hors taxes des travaux, à un taux dégressif selon l'importance des travaux préalablement à leur exécution.

Le choix du prestataire par l'Assemblée Générale est précédé d'une mise en concurrence dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965 et à l'article 19-2 du décret du 17 mars 1967.

Les diligences entreprises par le syndic dans le cadre de la réalisation du diagnostic de performance énergétique collectif et de l'audit énergétique peuvent donner lieu à rémunération dans les conditions prévues au présent article.

9.2.6 PRESTATIONS RELATIVES AUX LITIGES ET CONTENTIEUX

	HT	TVA	TTC
Mise en demeure d'un tiers par lettre recommandée avec accusé de réception	15,00 €€	3.00 €€	18.00 €€
Constitution du dossier transmis à l'avocat, à l'huissier de justice ou à l'assureur protection juridique (à l'exclusion des formalités visées au 9.2.IV)	150,00 €€	30,00 €	180,00 €
Suivi du dossier transmis	Vacation heure		Voir Article 9.2.1

9.2.7 AUTRES PRESTATIONS

	HT	TVA	TTC
Diligences spécifiquement liées à la préparation des décisions d'acquisition ou de disposition des parties communes	150,00 €€	30,00 €	180,00 €
Reprise de la comptabilité sur exercice(s) antérieur(s) non approuvés ou non répartis (changement de syndic)	Inclus dans notre contrat (pour une année comptable)		
Représentation du syndicat aux Assemblées d'une structure extérieure (syndicat secondaire, union des syndicats, association syndicale libre) créée en cours de mandat ainsi qu'aux Assemblées supplémentaires de ces mêmes structures si elles existaient antérieurement à la signature du présent contrat	Vacation heure (Voir article 9.2.I)		
Constitution du dossier d'emprunt souscrit au nom du syndicat en application de l'article 26-4 alinéas 1 et 2 de la loi du 10 juillet 1965	Vacation heure (Voir article 9.2.I)		
Constitution et suivi d'un dossier de subvention accordé au syndicat	Vacation heure (Voir article 9.2.I)		
Immatriculation initiale du syndicat	Inclus dans notre contrat		

Mise à disposition de la salle de réunion dans nos locaux	Inclus dans notre contrat
Gestion des opérations financières de l'article 35-1 du décret du 17 mars 1967 et du placement de toutes indemnités pouvant revenir au syndicat	Inclus dans notre contrat
Gestion et suivi des dossiers sinistres	Vacation heure (Voir article 9.2.4)
Location de salle extérieure	Facturation au réel
Tirage des documents (au réel)	Inclus dans notre contrat
Frais d'affranchissements, d'acheminements de toute correspondance (au réel)	Tarif postal en vigueur

10. FRAIS ET HONORAIRES IMPUTABLES AUX SEULS COPROPRIÉTAIRES

Le coût des prestations suivantes est imputable au seul copropriétaire concerné et non au syndicat des copropriétaires qui ne peut être tenu d'aucune somme à ce titre.

	HT	TVA	TTC
Frais de recouvrement :			
- Mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception	15,00 €€	3.00 €€	18.00 €€
Relance après mise en demeure	13,38 €€	2,67 €€	16,05 €€
Conclusion d'un protocole d'accord par acte sous seing privé	Vacation heure		
- Frais de constitution d'hypothèque	75,00 €€	15.00 €€	90.00 € €
- Frais de mainlevée d'hypothèque	75,00 €€	15.00 €€	90.00 €€
- Dépôt d'une requête en injonction de payer	75,00 €€	15.00 €€	90.00 €€
- Constitution du dossier transmis à l'auxiliaire de justice (uniquement en cas de diligences exceptionnelles)	Vacation heure		
- Suivi du dossier transmis à l'avocat (uniquement en cas de diligences exceptionnelles)	Vacation heure		
Frais et honoraires liés aux mutations :			
- Établissement de l'état daté	266.67 €€	53,33 €€	320,00 €€
- Opposition sur mutation (article 20 de la loi du 10 juillet 1965)	Inclus dans notre contrat		
- Délivrance du certificat prévu à l'article 20 II de la loi du 10 juillet 1965	Inclus dans notre contrat		
- Frais de délivrance des documents sur support papier (article 33 du décret du 17 mars 1967 et R. 143-3 du Code de la Construction et de l'Habitation) :	Inclus dans notre contrat		
- Délivrance d'une copie du carnet d'entretien	16,67 €	3,33 €	20,00 €
- Délivrance d'une copie du carnet d'entretien dématérialisé	Inclus dans notre contrat		
- Délivrance d'une copie des diagnostics techniques	25,00 € €	5,00 €€	30,00 €€
- Délivrance des informations nécessaires à la réalisation d'un diagnostic de performance énergétique individuel mentionnées à l'article R. 143-3 du Code de la Construction et de l'Habitation	25,00 €€	5,00 €€	30,00 €€
- Délivrance au copropriétaire d'une copie certifiée conforme ou d'un extrait de procès-verbal d'Assemblée Générale ainsi que des copies et annexes (hors notification effectuée en application de l'article 18 du décret du 17 mars 1967)	Inclus dans notre contrat		

11. LISTE NON LIMITATIVE DES PRESTATIONS INCLUSES DANS LE FORFAIT

	PRESTATIONS	DETAILS
I. - ASSEMBLEE GENERALE	I-1° Préparation de l'assemblée générale.	a) Etablissement de l'ordre du jour ; b) Mise à disposition de tous les copropriétaires des différentes pièces comptables et justificatives dans les conditions prévues à l'article 18-1 de la loi du 10 juillet 1965.
	I-2° Convocation à l'assemblée générale	a) Elaboration et envoi de la convocation avec l'ordre du jour, des documents à joindre à la convocation et des projets de résolutions.
	I-3° Tenue de l'assemblée générale.	a) Présence du syndic ou de son représentant à l'assemblée générale suivant les stipulations prévues par le contrat au titre du forfait ; b) Etablissement de la feuille de présence, émargement, vérification des voix et des pouvoirs ; c) Rédaction et tenue du registre des procès-verbaux.
	I-4° Information relative aux décisions prises en assemblée générale.	a) Envoi et notification du procès-verbal comportant les décisions prises en assemblée générale aux copropriétaires (opposant ou défaillant) ; b) Information des occupants de chaque immeuble de la copropriété des décisions prises par l'assemblée générale par affichage d'un procès-verbal dans les parties communes.
II. – CONSEIL SYNDICAL	II-5° Mise à disposition et communication au conseil syndical de toutes pièces ou documents se rapportant à la gestion du syndicat ou des lots gérés (notamment par accès en ligne sécurisé) ;	
	II-6° Recueil des avis écrits du conseil syndical lorsque sa consultation est obligatoire.	
III. - GESTION DES OPERATIONS FINANCIERES ET COMPTABILITE GENERALE DE LA COPROPRIETE	III-7° Comptabilité du syndicat.	a) Etablissement des comptes de gestion et des annexes du syndicat des copropriétaires, conformément à l'article 14-3 de la loi du 10 juillet 1965 ; b) Etablissement du budget prévisionnel, en collaboration avec le conseil syndical, conformément à l'article 14-1 de la même loi et au décret n° 2005-240 du 14 mars 2005 ; c) Présentation des comptes en conformité avec la réglementation en vigueur.
	III-8° Comptes bancaires.	a) Ouverture d'un compte bancaire séparé ou, le cas échéant, d'un sous-compte individualisé en cas de dispense (résultant d'une décision de l'assemblée générale des copropriétaires statuant dans les conditions prévues au II de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965) ; b) Ouverture d'un compte bancaire séparé destiné à recevoir les cotisations prévues à l'article 14-2 de la loi du 10 juillet 1965.
	III-9° Comptabilité séparée de chaque copropriétaire.	a) Tenue des comptes de chaque copropriétaire ; b) Appel des provisions sur budget prévisionnel ; c) Imputations des consommations individuelles de fluide ou d'énergie ; d) Reconstitution des consommations, forfaits et régularisations sur compteurs en l'absence de relevé ; e) Appels sur régularisations de charge ; f) Appels des cotisations du fonds de travaux.
	III-10° Autres.	a) Vérification et paiement des factures des fournisseurs et prestataires ; b) Recouvrement des créances auprès des tiers : relance par lettre simple avant mise en demeure ; c) Calcul des intérêts légaux au profit du syndicat ; d) Attestation de TVA aux fournisseurs et prestataires.

	III-11° Remise au syndic successeur.	a) Remise de l'état financier, de la totalité des fonds, de l'état des comptes des copropriétaires et des comptes du syndicat.
--	--------------------------------------	--

IV. - ADMINISTRATION ET GESTION DE LA COPROPRIETE EN CONFORMITE AVEC LE REGLEMENT DE COPROPRIETE	IV-12° Immatriculation du syndicat.	a) Mise à jour du registre d'immatriculation.
	IV-13° Documents obligatoires.	a) Elaboration et mise à jour de la fiche synthétique de copropriété ; b) Gestion de tous les audits, diagnostics et dossiers obligatoires (à l'exclusion du diagnostic de performance énergétique collectif et de l'audit énergétique, qui peuvent faire l'objet d'honoraires spécifiques dans les conditions précisées au 7.2.5 du présent contrat) ; c) Etablissement et mise à jour du carnet d'entretien conformément au décret n° 2001-477 du 30 mai 2001 ; d) Etablissement et mise à jour de la liste des copropriétaires ; e) Notification de l'exercice du droit de délaissement prévue au III de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965.
	IV-14° Archives du syndicat et accès en ligne sécurisé aux documents dématérialisés.	a) Détention et conservation des archives, notamment les plans, le règlement de copropriété, l'état de répartition des charges, l'état de division, les procès-verbaux des assemblées générales, les diagnostics techniques, les contrats de travail des préposés du syndicat, les contrats d'assurance de l'immeuble et documents nécessaires pour leur mise en œuvre, les documents et décisions de justice relatifs à l'immeuble dont les délais de contestation ne sont pas révolus, les contrats d'entretien et de maintenance des équipements communs ainsi que toute pièce administrative (l'assemblée générale, statuant à la majorité de tous les copropriétaires, peut décider de confier les archives du syndicat des copropriétaires à une entreprise spécialisée aux frais du syndicat en application du I de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965) ; b) Transmission des archives au syndic successeur ; c) Elaboration et transmission au conseil syndical du bordereau récapitulatif des archives transmises au syndic successeur ; d) Mise à disposition d'un accès en ligne sécurisé aux documents dématérialisés relatifs à la gestion de l'immeuble ou des lots gérés (sauf décision contraire de l'assemblée générale des copropriétaires statuant dans les conditions prévues à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965).
	IV-15° Entretien courant et maintenance.	a) Visites de la copropriété et vérifications, selon les stipulations prévues au contrat ; b) Gestion des travaux d'entretien courant et de maintenance visés à l'article 45 du décret du 17 mars 1967 ; c) Vérifications périodiques imposées par les réglementations en vigueur sur les éléments d'équipements communs ; d) Négociation, passation, suivi des marchés des prestataires et gestion des contrats à l'échéance dans le cadre du budget prévisionnel ; e) Etablissement et présentation à l'assemblée générale, au moins tous les trois ans, de la liste des travaux d'entretien et de conservation des parties communes et des éléments d'équipements communs nécessaires dans les trois années à échoir, en vue de la constitution de provisions spéciales ; f) En vue de la consultation au cours d'une assemblée générale incluse dans le forfait, appel d'offres, étude des devis et mise en concurrence résultant de la demande d'une pluralité de devis ou de l'établissement d'un devis descriptif soumis à l'évaluation de plusieurs entreprises lorsque celle-ci est obligatoire dans le cadre des travaux de maintenance définis à l'article 45 du décret du 17 mars 1967.
V. - ASSURANCES	V-16° Souscription des polices d'assurance au nom du syndicat soumis au vote de l'assemblée générale.	
	V-17° Déclaration des sinistres concernant les parties communes ou les parties privatives lorsque le dommage a sa source dans les parties communes.	
	V-18° Règlement des indemnités aux bénéficiaires.	

VI. - GESTION DU PERSONNEL	VI-19° Recherche et entretien préalable.	
	VI-20° Etablissement du contrat de travail et de ses avenants éventuels.	
	VI-21° Gestion des procédures de rupture du contrat de travail.	
	VI-22° Paiement du salaire, tenue du livre des salaires, édition des bulletins de paies.	
	VI-23° Déclarations et paiements aux organismes fiscaux et sociaux.	
	VI-24° Attestations et déclarations obligatoires.	
	VI-25° Gestion des remplacements pendant les congés, arrêts maladie et maternité.	
	VI-26° Mise en place et mise à jour du document unique d'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.	
	VI-27° Gestion de la formation du personnel du syndicat. VI-28° contrôle d'activité du personnel du syndicat.	

12. COPROPRIÉTÉ EN DIFFICULTÉ

En application de l'article 29-1 de la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, la désignation d'un administrateur provisoire entraîne la cessation de plein droit sans indemnité du présent contrat.

13. REDDITION DES COMPTES

La reddition des comptes interviendra tous les ans à la date arrêtée au 31/12

14. COMPÉTENCE

Tous les syndics nés de l'exécution du présent contrat sont de la compétence de la juridiction du lieu de situation de l'immeuble.

Les parties élisent domicile aux fins des présentes, aux adresses ci-dessous :

Pour le syndic : Lyon.

Pour le syndicat : Lyon.

Pour l'entière exécution des présentes, les parties élisent domicile, pour le Syndicat, à l'immeuble, pour le Syndic.

Fait à Lyon, le 24/02/2022 Comprenant 16 pages.

Fait précéder de la mention « LU ET APPROUVÉ ».

Pour le Syndic

Pour le Syndicat

- (1) Dans la limite de trois ans maximum (article 28 du décret du 17 mars 1967)
- (2) Le contrat de syndic confié à l'organisme d'habitation à loyer modéré en application de l'article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation pren fin dans les conditions prévues par cet article. Le mandat de syndic confié par un syndicat coopératif prend fin dans les conditions prévues à l'article 41 du décret du 17 mars 1967.
- (3) Le cas échéant, la majorité prévue à l'article 25-1 de cette loi est applicable.
- (4) Conformément à l'article 54-IV de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, la fiche synthétique doit être établie à compter du :
 - 31 décembre 2016, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 200 lots ;
 - 31 décembre 2017, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 50 lots ;
 - 31 décembre 2018, pour les autres syndicats de copropriétaires.
- (5) En application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, cette possibilité de dispense est applicable uniquement lorsque le syndicat comporte au plus quinze lots à usage de logements, de bureau ou de commerce et que le syndic est soit un professionnel soumis à la loi du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce, soit un syndic dont l'activité est soumise à une réglementation professionnelle organisant le maniement de fonds du syndicat.
- (6) En application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, cette possibilité de dispense est applicable uniquement au syndic professionnel.

FICHE D'INFORMATION SIMPLIFIEE

1 - Informations générales

Identification du syndic	<p>Nom : AF GESTION LYON 2 Dénomination sociale : SAS Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de LYON N° d'identification : 538 00 019 Titulaire de la carte professionnelle « Syndic de Copropriété, Gestion Immobilière et Transaction sur immeubles et fonds de commerce n° CPI 6901 2018 000 025 051 délivrée le 21/11/2011 par la Chambre du Commerce de Lyon Adresse : 11 place Bellecour à 69002 Lyon</p>
Identification de la copropriété concernée, telle que résultant du registre institué à l'article L. 711-1 du code de la construction et de l'habitation (ou registre d'immatriculation des syndicats de copropriétaires)	<p>Adresse : JARDIN BACCARA 42 Bis, Ter Av du 8 Mai 1945 à Tassin (69160) N° d'immatriculation : AE8 – 669 - 137 Nombre de lots de la copropriété : 189 - Lots à usage de logements, de bureaux ou de commerces : 76 - Autres lots : 113</p>
Durée du contrat	Le contrat est proposé pour une durée de 1 an (s)
Quotité des heures ouvrables	<p>Les jours et heures de référence pour la détermination des modalités de rémunération sont fixés comme suit : Du LUNDI au VENDREDI de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 Sauf (le cas échéant) le(s) VENDREDI de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.</p>
Horaires de disponibilité	<p>Les jours et horaires de disponibilité du syndic sauf urgences (accueil physique et/ou téléphonique) pour les démarches individuelles de chaque copropriétaire ou occupant de l'immeuble sont fixés comme suit :</p> <p>Accueil Reporter, le cas échéant, l'option dont l'amplitude est la plus étendue :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Physique <input checked="" type="checkbox"/> Téléphonique Du LUNDI au JEUDI de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 Sauf le VENDREDI de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.</p>

2 – Forfait

Le forfait comprend toutes les prestations fournies par le syndic au titre de sa mission, à l'exclusion des prestations limitativement énumérées à l'annexe 2 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967.

La rémunération forfaitaire du syndic pour 12 mois proposée s'élève à la somme de :
10 300 € HT, soit 12 360 € TTC.
Il est prévu une révision du montant forfaitaire à l'issue de cette période de 12 mois : non oui, selon les modalités suivantes : 0

2.1. Prestations obligatoirement incluses dans le forfait du syndic

Visites et vérifications de la copropriété	<p>Au titre de sa mission d'administration, de conservation, de garde et d'entretien de l'immeuble, le syndic s'engage à effectuer au minimum le nombre annuel de visite(s) suivant : 6</p> <p>Ce(s) visite(s) auront une durée minimum de : 1 heure</p> <p>Le Président du conseil syndical sera invité à ces réunion(s) :</p> <p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p> <p>Ces réunions donneront lieu à la rédaction d'un rapport :</p> <p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p>
Tenue de l'assemblée générale annuelle	<p>L'assemblée générale annuelle, qui débutera à l'heure de la convocation, aura une durée de : 3 heures maximum</p> <p>L'assemblée générale se tiendra à l'intérieur d'une plage horaire allant de 9 heures à 21 heures.</p>

2.2. Prestations optionnelles pouvant être incluses dans le forfait sur décision des parties

Tenue d'assemblées générales autres que l'assemblée générale annuelle (1)	<p>oui</p> <p><input type="checkbox"/></p>	<p>non</p> <p><input checked="" type="checkbox"/></p>
	<p>La préparation, la convocation et la tenue de assemblée(s) générale(s) d'une durée de ... heure(s), à l'intérieur d'une plage horaire allant de ... heures à ... heures.</p>	
Réunions avec le conseil syndical	<p>oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p>Non</p> <p><input type="checkbox"/></p>
	<p>L'organisation de réunion(s) avec le conseil syndical d'une durée de 2 heures, à l'intérieur d'une plage horaire allant de 9 heures à 20 heures.</p>	

(1) Autres que celles à la demande d'un ou plusieurs copropriétaires, pour des questions concernant leurs droits ou obligations, qui sont mentionnées au point 4.

Le cas échéant, les dépassements d'horaires ou de la durée convenus pour les prestations des 2.1 et 2.2 seront facturés selon le seul coût horaire suivant (coût horaire unique prévu au point 3) : 90 €/heure HT, soit 108 €/heure TTC.

3 - Prestations particulières non comprises dans le forfait

La rémunération du syndic pour chaque prestation particulière pouvant donner lieu au versement d'une rémunération spécifique complémentaire s'effectue, pour chacune de ces prestations, au choix :

- au temps passé : coût horaire unique 50 €/heure HT, soit 60 €/heure TTC ;
- au tarif forfaitaire total proposé.

3.1. Prestations relatives aux réunions et visites supplémentaires

	Au temps passé	Tarif forfaitaire total proposé
<p>Préparation, convocation et tenue d'une assemblée générale supplémentaire d'une durée de ... heure(s)...., à l'intérieur d'une plage horaire allant de ... heure(s) à ... heure(s).</p> <p>Le cas échéant, le taux majoré unique pour dépassement de la plage horaire ou de la durée convenue est fixé à % du coût horaire TTC prévu au point 3.</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p><input type="checkbox"/></p> <p>107.64 € TTC</p>
<p>Organisation d'une réunion supplémentaire avec le conseil syndical d'une durée de ... heure(s).</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/></p>	<p><input type="checkbox"/></p> <p>107.64 € TTC</p>

Réalisation d'une visite supplémentaire de la copropriété	<input checked="" type="checkbox"/>	150 € TTC
---	-------------------------------------	-----------

3.2. Prestations de gestion administrative et matérielle relatives aux sinistres

	Au temps passé	Tarif forfaitaire total proposé
Déplacements sur les lieux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> 75 € TTC
Prise de mesures conservatoires	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> 300 € TTC
Assistance aux mesures d'expertise	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> 55 € TTC/heure
Suivi du dossier auprès de l'assureur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> 150 € TTC

Le cas échéant, le taux majoré unique pour des prestations effectuées en dehors des jours et heures ouvrables et rendues nécessaires par l'urgence est fixé à ...% du coût horaire TTC prévu au point 3.

3.3. Prestations relatives aux travaux et aux études techniques

Les travaux mentionnés à l'article 44 du décret du 17 mars 1967 peuvent faire l'objet d'honoraires spécifiques complémentaires, qui sont votés avec les travaux en assemblée générale, aux mêmes règles de majorité (III de l'article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

3.4. Prestations relatives aux litiges et aux contentieux (hors frais de recouvrement)

	Au temps passé	Tarif forfaitaire total proposé
Mise en demeure d'un tiers par lettre recommandée avec accusé de réception	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> 18 € TTC
Constitution du dossier transmis à l'avocat, à l'huissier de justice ou à l'assureur "protection juridique"	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> 180 € TTC
Suivi du dossier transmis à l'avocat	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 60 € TTC

4 - Tarification pratiquée pour les principales prestations imputables au seul copropriétaire concerné

- Frais de recouvrement

Mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception : 18 € TTC

Relance après mise en demeure : 0 € TTC

- Frais et honoraires liés aux mutations

Etablissement de l'état daté : 320 € TTC

(Le montant maximum applicable aux honoraires et frais perçus par le syndic pour l'établissement de l'état daté s'élève à la somme de 380 € TTC)

Opposition sur mutation : 0 € TTC

- Préparation, convocation et tenue d'une assemblée générale à la demande d'un ou plusieurs copropriétaires, pour des questions concernant leurs droits ou obligations

Etablissement de l'ordre du jour et envoi de la convocation, présence du syndic ou de son représentant à l'assemblée générale, rédaction et tenue du registre des procès-verbaux, envoi et notification du procès-verbal comportant les décisions prises en assemblée générale des copropriétaires : 0 € TTC.

(Les conditions de mise en œuvre de cette dernière prestation sont prévues à l'article 8-1 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967)

19 BOX A VENDRE JARDIN BACCARA

PRIX DU M2 : 900 euros

N° BOX	BAT	SIMPLE	HANDICAPE	DIMENSIONS PORTES	DIMENSIONS BOX		M2	PRIX TTC AVEC PORTE
					LARGEUR	LONGUEUR		
118	A	X		L 2250 x H 2075	2400	5080	12	11 736 €
220	B	X		L 2250 x H 2075	2390	5080	12	11 736 €
117	A	X		L 2450 x H 2075	2580	5080	13	12 893 €
122	A	X		L 2250 x H 2075	2580	5080	13	12 893 €
125	A	X		L 2250 x H 2075	2580	5080	13	12 893 €
131	A	X		L 2250 x H 2075	2590	5080	13	12 893 €
234	B	X		L 2250 x H 2075	2590	5080	13	12 893 €
236	B	X		L 2250 x H 2075	2590	5080	13	12 893 €
119	A	X		L 2450 x H 2075	2590	5800	15	14 693 €
120	A	X		L 2450 x H 2075	2600	5800	15	14 693 €
121	A	X		L 2450 x H 2075	2580	5800	15	14 693 €
237	B	X		L 2450 x H 2075	2590	5800	15	14 693 €
238	B	X		L 2450 x H 2075	2600	5800	15	14 693 €
138	A	X		L 2450 x H 2075	2590	5800	15	14 693 €
112	A		X	L 2850 x H 2075	3280	5080	17	16 776 €
128	A		X	L 3300 x H 2075	3440	5080	17	16 932 €
214	B		X	L 3200 x H 2075	3290	5050	17	16 776 €
101	A		X	L 3000 x H 2075	3420	5280	18	17 437 €
134	A		X	L 3300 x H 2075	3630	5080	18	17 832 €
TOTALUX								274 741 €

JARDIN DE BACCARA à Tassin - Projet vente de places SDC

message

Michel RUIVO <m.ruivo@groupe-evotion.com>

8 février 2022 à 17:1

M. Copinet Christian

M. Copinet,

Pour votre parfaite information voici le coût de notaire en fonction des prix de vente.

Cordialement,

Michel RUIVO

Directeur Syndic

Assistante Alexandra NIKITAS : 04.72.40.54.93

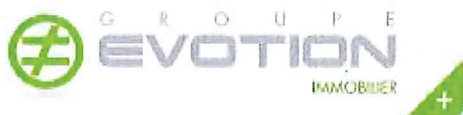
@ a.nikitas@groupe-evotion.comHoraires d'ouverture :

Du lundi au jeudi de 9 heures à midi et de 14 heures à 18 heures,

Le vendredi de 9 heures à midi et de 14 heures à 17 heures

11 place Bellecour, 69002 Lyon

Tél. 04 78 42 01 09 - Fax 04 78 92 94 59

www.groupe-evotion.com

----- Forwarded message -----

De : Office Notarial de Me Camille MICHAUD <office.notarial.69228@notaires.fr>

Date: jeu. 3 févr. 2022 à 18:41

Subject: RE: JARDIN DE BACCARA à Tassin - Projet vente de places SDC

To: Camille MICHAUD <camille.michaud@notaires.fr>, Michel RUIVO <m.ruivo@groupe-evotion.com>

Monsieur,

Vous trouverez en pièces jointes les prétaxes relatives aux ventes projetées.

Les provisions à demander pour un prix de :

18 000 euros est de 2.440 euros

16 500 euros est de 2.330 euros

15 000 euros est de 2.210 euros

13 000 euros est de 2.055 euros

12 000 euros est de 1.980 euros

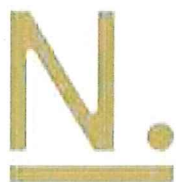
N'hésitez pas à me contacter si vous avez besoin d'informations complémentaires.

Vous en souhaitant bonne réception

Cordialement

Caroline MECHERI

Service comptabilité



**Camille Michaud
Notaire**

04 72 77 53 40
www.cm-notaire.fr

4, rue de la Charité - 69002 Lyon
Entresol



19 pièces jointes

 **PROJET DE TAXE BOX 101.pdf**
102K

 **PROJET DE TAXE BOX 112.pdf**
103K

 **PROJET DE TAXE BOX 117.pdf**



15 rue Maurice Petit
69360 Sérézin-du-Rhône
Téléphone : 04 78 02 81 14
Télécopie : 04 78 02 90 13
E.mail : epesenti@free.fr



N° de Siret 96550484800023
SAS PESENTI Père & Fils,
agréé RGE N°2413-20150421-28303

Devis N° 20213260

Travaux d'usine et d'appartements

Etude et devis sur demande

PLATRERIE - PEINTURE - DECORATION

S.D.C LE JARDIN BACCARA BAT A & B

C/O AF GESTION LYON 2

11 PLACE BELLECOUR

69002 LYON 2EME ARRONDISSEMENT

12/08/2021



TRAVAUX DE PEINTURE SUR ESCALIER METALIQUE DU PIGEONNIER. Chantier Jardin Baccara Bat A & B 42 Bis Ter Avenue du 8 Mai 1945 69160 Tassin La Demi lune. Demande de Devis N° 13238 / 10726.

Désignation	Un	Quantité	Prix unit.	Montant H.T.
<u>ESCALIER ET PASSERELLE</u>				
Sous-total ESCALIER ET PASSERELLE				
<u>GRILLE</u>				
Balisage de la zone d'évolution.	Vt	1,000	190,00	190,00
Piquage grattage des zones fortement corrodées.	Vt	1,000	1 450,00	1 450,00
Protection, lavage a la pompe HP 300 bars rotatif.	Vt	1,000	2 990,00	2 990,00
Époussetage et application d'1 primaire Antirouille Réf : EPODUX Primaire 61-134.	Vt	1,000	490,00	490,00
Application d'une couche intermédiaire époxy EPODUX IM 209.				
Application de 1 couche de finition Polyuréthane Réf : Polystria.				
<u>Quantitatif</u>				
Balisage.	Vt	1,000	190,00	190,00
Protection et lavage Haute Pression.	Vt	1,000	1 450,00	1 450,00
Peinture 3 couches.	Vt	1,000	2 990,00	2 990,00
Plus value pour reprise des soudure et de boulonnerie défectueuses.	Vt	1,000	490,00	490,00
Sous-total Quantitatif				5 120,00
Sous-total GRILLE				5 120,00

AN : FR 76 1680 7004 0000 2006 3386 132 BIC : CCBPFRPPGRE

Total H.T.	5 120,00
Total T.V.A. 10,00 %	512,00
Total T.T.C.	5 632,00
Net à payer (Euro)	5 632,00

Tous travaux non prévus sur le présent devis seront comptés en supplément. Devis valable huit mois à partir de la date d'émission. Les marchandises qui sont stipulées sur ce devis restent en mon entière propriété jusqu'au complet paiement de la facture. Aucun escompte pour paiement anticipé, en cas de retard de paiement, une pénalité égale à 1.5 fois le taux d'intérêt légal sera facturée. Pour les professionnels, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ sera facturée. Paiement comptant. L'acceptation du devis vaut acceptation des conditions générales d'intervention au verso.

Mode de Règlement :

Devis N° 20213260

A : le : / /

Signature du client accompagnée de la mention "bon pour accord et exécution des travaux"
30% du devis seront versés à la signature.

Signature Entreprise :

Assurance décennale et RC AVIVA Assurances 3 Rue du 11 Novembre les Jardins du Champs de Mars 38200 Vienne - couverture géographique France .

Le client pour résoudre amiablement tout litige survenu lors de l'exécution des travaux, a la possibilité d'utiliser un mode de règlement amiable comme la médiation. L'entreprise Pesenti vous transmettra le nom et les coordonnées de son médiateur à la première demande.



Tel : 04.72.04.40.80 Fax : 04.72.04.43.68

GROUPE EVOTION
11 place Bellecour
69002 LYON

Vaulx en Velin, le **23/11/2021**

N° de devis : 21-11-16896

Vos Réf : NIKITAS

DEVIS ESTIMATIF ET QUANTITATIF

Adresse travaux : 42 bis avenue du 8 mai 45

69160 TASSIN

code: clé 1975 clé

Type travaux :

2021

PEETERS - S.A.S. au capital de 100 000 à
Siège social - Bureaux - Entrepots : 49 Avenue Pablo Picasso - BP 104
69512 VAULX EN VELIN CEDEX
www.peeters.fr - secretariat@peeters.fr
SIRET 40510518000039 - NAF 4334Z
N   TVA Intracommunautaire : FR 30 40510518000039



N��	Désignation	Quantité	Un	P.U. en à	Total H.T. ��
1	<u>Parties métalliques (escaliers, main courante, passerelle et garde corps uniquement)</u>				
1-1	ACCES PAR ALLEE 42 bis, PRENDRE LES ESCALIERS A GAUCHE Brossage métallique Primaire antirouille type MULTIDOX PRIM 2 couches de finition antirouille type MULTIDOX				
	Protection et déplacement	1,00	VT	4 500,00	4 500,00
	Total Parties métalliques (escaliers, main courante, passerelle...				4 500,00
	TOTAL H.T.				4 500,00
	T.V.A. �� 10,00%				450,00
	TOTAL T.T.C.				4 950,00

Assurance professionnelle : responsabilité civile et décennale obligatoire, souscrite auprès de Covea Risks : 19 allée de l'Europe    Clichy Cédex, N  TVA intra :FR 35440048882, tél : 01.57.64.30.00, valable en France métropolitaine.

"Lorsqu'une des parties ne se conforme pas aux conditions du contrat, l'autre partie l'enjoint d'y satisfaire par écrit (lettre recommandée avec accusé de réception/lettre simple/mail). Si le client consommateur personne physique, n'a pas obtenu satisfaction à sa demande formulée conformément à la procédure prévue à l'alinéa ci-dessus, il peut recourir à la médiation de la consommation en s'adressant à : MEDICYS 73 , boulevard de Clichy - 75009 PARIS - 01.49.70.15.93 ou à sa plate-forme d'e-médiation : www.medicys.fr. De la même manière, dans le cas où le client consommateur ne se conforme pas aux conditions du contrat, l'entreprise peut saisir le médiateur désigné ci-dessus après mise en demeure rest  e infructueuse "

" A compter du 01 Juillet 2009, toutes nos peintures portent la norme NF ENVIRONNEMENT.

Les peintures sont à faible C.O.V., faible odeur et sont recyclées. "

"Entreprise qualifiée et certifiée QUALIBAT"

"Devis valable 1 an à partir de la date de rédaction"

"Nos prix sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de la remise de l'offre. Toute variation ultérieure de ces taux, imposés par la loi, sera répercutée sur ces prix"

"MERCI DE NOUS RETOURNER VOTRE BON POUR ACCORD AINSI QUE L'ATTESTATION DE TVA OBLIGATOIRE CI-JOINTE"

Compte tenu de la situation exceptionnelle touchant au prix des matières premières des métiers de construction au niveau international et des délais de livraison de nos fournisseurs, les prix unitaires sont susceptibles de subir des variations par rapport au prix figurant dans la présente offre.

Dès lors, le maître d'ouvrage accepte expressément, par la signature du présent marché, que le prix desdits postes soit réévalué de la différence constatée entre le prix des fournitures pris en compte lors de l'élaboration du présent marché et le prix effectivement pratiqué par le fournisseur de produits au moment de la livraison ; et de ne pas appliquer de pénalités de retard éventuellement prévues contractuellement sur toute la durée correspondant au retard de livraison dûment constaté.

A cet effet l'entreprise s'engage à fournir tout justificatif approprié attestant du retard de livraison.

A : le : / /

Devis N   21-11-16896

Bon pour Commande. (  criture manuscrite)

Nom du signataire :

Signature Entreprise :

Signature Client :

Simulation de quote-part travaux

Copropriété : LE JARDIN BACCARA BÂT. A & B
Clé de répartition : 0001 - Charges Parties Communes
Nature des travaux : TRX REFECTION PIGEONNIER

Devis	Fournisseurs	Montants
1	PESENTI Père et Fils	5120,00
2	AF GESTION LYON 2	256,00

Compte	Copropriétaire	Tantièmes	QP devis 1 PESENTI	QP devis 2 Honoraires	QP devis 3
P000001	LEVY Jean-Claude	120,00	61,44	3,07	
P000025 6	TRICAUD LEROY Chantal	68,00	34,82	1,74	
P001001	AGABRIEL ETIENNE 571080	65,00	33,28	1,66	
P001002	ARMANET * JEAN-PIERRE	9,00	4,61	0,23	
P001003	AMET JEAN-FRANCOIS	149,00	76,29	3,81	
P001004	AIT MAHIOUT Kamel	124,00	63,49	3,17	
P001005	AMSELLEM Mickaël	138,00	70,66	3,53	
P002002	ZANTA* Maria	87,00	44,54	2,23	
P002003	BELL ALAN	229,00	117,25	5,86	
P002004	BIRON Cyril 900860	146,00	74,75	3,74	
P002005	BOIZARD NICOLAS	108,00	55,30	2,76	
P002006	BIANCHINI* DAVID	155,00	79,36	3,97	
P002007	BENOIT Evelyne	140,00	71,68	3,58	
P002008	BOCCOZ Didier	120,00	61,44	3,07	
P002009	BATTARD Michel	131,00	67,07	3,35	
P002010	BORDET Olivier	87,00	44,54	2,23	
P002024 1	MANIN Olivier	84,00	43,01	2,15	

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evotion.com - www.nouveausyndic.com

P003001	COLOMBE PATRICK	13,00	6,66	0,33	
P003002	COPINET	272,00	139,26	6,96	
P003003	CHAPEY ALEXANDRE	121,00	61,95	3,10	
P003004	CHATTE GERARD	124,00	63,49	3,17	
P003005	CHAVENT CEDRIC	118,00	60,42	3,02	
P003007	COUTURIER Emilie	151,00	77,31	3,87	
P003008	COUSIN Arnaud	84,00	43,01	2,15	
P003009	CORNIER Pierre	130,00	66,56	3,33	
P004001	DESSEIGNE JEAN-CLAUDE	134,00	68,61	3,43	
P004002	DERUAZ* JEAN-CHRISTOPHE	124,00	63,49	3,17	
P004004	DELATTRE Valérie	124,00	63,49	3,17	
P004005	DOMPS Fabien	148,00	75,78	3,79	
P004006	DERVISSOGLOU BOURGEAT Cécile	115,00	58,88	2,94	
P006001	FRANCIA STEPHANE	164,00	83,97	4,20	
P006002	FERNOUX PATRICK	143,00	73,22	3,66	
P006003	FLEURY CHRISTOPHE	119,00	60,93	3,05	
P006004	FERRARI Olivier 900540	72,00	36,86	1,84	
P007002	GRIGLIO PASCAL	138,00	70,66	3,53	
P007003	GUIGARD MURIEL	73,00	37,38	1,87	
P007004	GOURET* Philippe	384,00	196,61	9,83	
P007005	GAND Pascal	123,00	62,98	3,15	
P007006	GREGOT* Jean-Philippe	115,00	58,88	2,94	
P007007	GLADEL Joachim	121,00	61,95	3,10	
P007008	GROH * Alexander	260,00	133,12	6,66	
P008001	HACHANI Yohann, STAGNOLI Maud	141,00	72,19	3,61	
P008002	SAWICZ* Isabelle	158,00	80,90	4,04	
P008003	HACINI Rachid	122,00	62,46	3,12	
P010001	JURINE C. ET TAPPA KARINE	160,00	81,92	4,10	
P010002	JAILLET Arnad, COTET Marine	110,00	56,32	2,82	
P010003	JUNIQUE François	65,00	33,28	1,66	
P011001	KROENER Sébastien	99,00	50,69	2,53	
P012001	LAFON CHRISTOPHE	156,00	79,87	3,99	
P012002	LANGERON* PASCAL	92,00	47,10	2,36	

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evotion.com - www.nouveausyndic.com

Généralist Immobiliers

GALIAN

OBIAIS

S.A.R.L. AF Immobilier capital de 320 000€ - RCS Lyon 434 241 829
S.A.S. AF GESTION LYON2 capital de 12 000€ - RCS Lyon 538 000 019
S.A.S. AF GESTION BORNEL capital de 1 000€ - RCS Lyon 749 810 552
S.A.S. AF GESTION COUTURIER capital de 1000€ - RCS Lyon 830 636 619

CPI 6901 2018 000 025 046
CPI 6901 2018 000 025 051
CPI 6901 2018 000 025 028
CPI 6901 2017 000 026 733

n° 110 262 T
n° 111 226 X
n° 111 245 F
n° 120 592 J

n° 12002422
n° 18006670
n° 12002423
n° 12000412

P013001	MAZOYER YANNICK	91,00	46,59	2,33	
P013002	MAIRE HENRY-FRANCOIS 900290	99,00	50,69	2,53	
P013003	MORAIS-CORREIA Conceição Maria	108,00	55,30	2,76	
P013004	MOREL* Fabrice	228,00	116,74	5,84	
P016001	PEREZ J-P. & PANTSIOS S.	203,00	103,94	5,20	
P016002	PONCET MONTANGE SABINE	115,00	58,88	2,94	
P016003	PILLIE Robert	109,00	55,81	2,79	
P018001	RAMBALDI OLIVIER 900300	130,00	66,56	3,33	
P018002	ROSSI * Fabien	9,00	4,61	0,23	
P018003	RISSE Alexandre	129,00	66,05	3,30	
P019001	SCHWALL FRANCOIS	13,00	6,66	0,33	
P019002	SDC BACCARA Garages Visiteurs	156,00	79,87	3,99	
P019003	SCHURCH Mathieu	110,00	56,32	2,82	
P019004	SPOSITO Fabrice 900530	119,00	60,93	3,05	
P019005	STRUYF* Julie	124,00	63,49	3,17	
P020001	TRINCAL Sylvain	109,00	55,81	2,79	
P020002	TONNAR Jeff	125,00	64,00	3,20	
P020003	TURZO Florent	155,00	79,36	3,97	
P020004	THENOT-LE SOURD	152,00	77,82	3,89	
P020005	TRANSUER - Cristelle	129,00	66,05	3,30	
P020006	TRANCHART* Laurent	68,00	34,82	1,74	
P021302	RICHARD* Martine	152,00	77,82	3,89	
P021702	ESTEOULE-BADO- Laurent	148,00	75,78	3,79	
P022001	VEDRINNE* JEAN-MARC	122,00	62,46	3,12	
P022002	VACHERON Olivier	131,00	67,07	3,35	
P022003	VAN GORP Luc	115,00	58,88	2,94	
P022004	VILLEMONT DE LA CLERGERIE 900580 O.	91,00	46,59	2,33	
P023001	WISNIEWSKI J. - LOUVET F.	116,00	59,39	2,97	
P023302	PONT Louis-Pierre, Véronique	203,00	103,94	5,20	
P030102	BLANC Sylviane	8,00	4,10	0,20	
	TOTAUX	10000,00	5 120,00	256,00	



12 route de Francheville
69630 CHAPONOST

07 66 55 92 32

contact@afnetservices.fr

DEVIS

DEVIS N°	Date	Date d'échéance
DC0882	07/02/2022	07/03/2022

SDC JARDIN DE BACCARA A/B

C/o AF GESTION LYON 2

11 place Bellecour

69002 Lyon

Description	Prix Hors Taxe
Chantier : Jardin Baccara - Bâtiment A 42Bis Avenue du 8 Mai 1945 69160 Tassin la Demi Lune	
Prestations : (Des réserves sont émises sur certaines tâches qui ne pourront pas disparaître)	
- Décapage du marbre du hall d'entrée principal, - Cristallisation du marbre du hall d'entrée, Sur une surface totale de 41 m ²	1 025,00
- Décapage du carrelage du hall d'entrée accès jardin, Sur une surface totale de 66 m ²	330,00
- Décapage des SAS accès garage (-1 et -2) et local poubelle, Sur une surface totale de 61 m ²	305,00
- Enlèvement des tâches sur les murs : <ul style="list-style-type: none">• Cage d'escaliers• SAS d'accès aux garages -1 et -2• Hall d'entrée• Local poubelle	800,00
- Enlèvement des tâches sur le plafond du hall d'entrée	100,00
- Lessivage des portes (dégraissage puis séchage 21 portes)	420,00
- Shampouinage des moquettes sur une surface de 161 m ²	724,50
- Nettoyage haute pression du béton désactivé et des murs (hauteur 2,50 m) des entrées d'immeuble	700,00
- Nettoyage du portail (int/ext) et portillons	100,00



12 route de Francheville
69630 CHAPONOST

07 66 55 92 32

@ contact@afnetservices.fr

DEVIS

DEVIS N°	Date	Date d'échéance
DC0882	07/02/2022	07/03/2022

SDC JARDIN DE BACCARA A/B

C/o AF GESTION LYON 2

11 place Bellecour

69002 Lyon

Description	Prix Hors Taxe
- Évacuation du chariot dans le local vélos	80,00

Taux TVA	Base HT	Montant TVA	Total HT	Total TVA	Total TTC	Déjà réglé TTC
20,00	4 584,50	916,90	4 584,50	916,90	5 501,40	

Net à payer

5 501,40

Aucun escompte ne sera appliqué en cas de paiement anticipé.

Tout retard de paiement entraîne l'application d'une pénalité égale à 3 fois le taux de l'intérêt légal et une indemnité forfaitaire de frais de recouvrement de 40 € (article L.441-6).

S.A.S. AFNET - SAS AU CAPITAL DE 2 000.00 €
SIEGE SOCIAL : 12 ROUTE DE FRANCHEVILLE - 69630 CHAPONOST

IBAN: FR76 1027 8073 3200 0204 7340 186 - BIC : CMCIFR2A - RIB : 10278 07332 00020473401 86
TVA Intracommunautaire : FR 39 480 195 890 - SIRET 480 195 890 00011 - 480 195 890 RCS LYON



12 route de Francheville
69630 CHAPONOST

07 66 55 92 32

@contact@afnetservices.fr

DEVIS		
DEVIS N°	Date	Date d'échéance
DC0883	07/02/2022	07/03/2022

SDC JARDIN DE BACCARA A/B

C/o AF GESTION LYON 2

11 place Bellecour

69002 Lyon

Description	Prix Hors Taxe
Chantier : Jardin Baccara - Bâtiment B 42Bis Avenue du 8 Mai 1945 69160 Tassin la Demi Lune	
Prestations : (Des réserves sont émises sur certaines tâches qui ne pourront pas disparaître)	
- Décapage du marbre du hall d'entrée principal, Sur une surface totale de 41 m²	205,00
- Décapage du carrelage du hall d'entrée accès jardin, Sur une surface totale de 66 m²	330,00
- Décapage des SAS accès garage (-1 et -2) et local poubelle, Sur une surface totale de 61 m²	305,00
- Enlèvement des tâches sur les murs : <ul style="list-style-type: none">• Cage d'escaliers• SAS d'accès aux garages -1 et -2• Hall d'entrée• Local poubelle	800,00
- Enlèvement des tâches sur le plafond du hall d'entrée	50,00
- Lessivage des portes (21 portes)	420,00
- Shampouinage des moquettes sur une surface de 161 m²	724,50
- Nettoyage haute pression du béton désactivé et des murs (hauteur 2,50 m) des entrées d'immeuble	800,00



12 route de Francheville
69630 CHAPONOST

07 66 55 92 32

contact@afnetservices.fr

DEVIS

DEVIS N°	Date	Date d'échéance
DC0883	07/02/2022	07/03/2022

SDC JARDIN DE BACCARA A/B

C/o AF GESTION LYON 2

11 place Bellecour

69002 Lyon

Description	Prix Hors Taxe
- Nettoyage du portail (int/ext) et portillons	100,00

Taux TVA	Base HT	Montant TVA	Total HT	Total TVA	Total TTC	Déjà réglé TTC
20,00	3 734,50	746,90	3 734,50	746,90	4 481,40	

Net à payer

4 481,40

Aucun escompte ne sera appliqué en cas de paiement anticipé.

Tout retard de paiement entraîne l'application d'une pénalité égale à 3 fois le taux de l'intérêt légal et une indemnité forfaitaire de frais de recouvrement de 40 € (article L.441-6).

S.A.S. AFNET - SAS AU CAPITAL DE 2 000.00 €
SIEGE SOCIAL : 12 ROUTE DE FRANCHEVILLE - 69630 CHAPONOST

IBAN: FR76 1027 8073 3200 0204 7340 186 - BIC : CMCIFR2A - RIB : 10278 07332 00020473401 86
TVA intracommunautaire : FR 39 480 195 890 - SIRET 480 195 890 00011 - 480 195 890 RCS LYON



RESEAU
OCEAZUR
ENTRETIEN & RENOVATION DES PISCINES

OCEAZUR
46 C, chemin du Moulin Carron
69570 DARDILLY

Email : m.ruivo@groupe-evotion.com;
a.nikitas@groupe-evotion.com
Travail : 04 72 40 54 93 MME
NIKITAS
Fax : 04 78 92 94 59
Téléphone : 04 78 42 01 09

Tél : 04 78 66 03 47
Fax : 04 78 43 81 46
Mail : oceazur@oceazur.com
<https://oceazur-piscines.com>

SAS au capital de 39 000 €
480 444 363 00059 RCS LYON
TVA FR 13 480 444 363 APE 8129B

Syndicat des copropriétaires JARDIN BACCARA
C/O AF GESTION LYON
11 Place Bellecour
69002 LYON

Date : 19/01/2022
Page 1/1

Suivi par : Astrid (Tél. : 0478660347)

Devis N° DV0004704
Chlorinateur

Description	Qté	Unité	PU HT	Montant HT
Chlorinateur- 14kg montage en dérivation (3/4) Garantie 2 ans hors vannes Ce type d'appareil permet un "traitement" manuel en chlore du bassin et permet d'éviter de mettre les galets de chlore dans les skimmers, ce qui est interdit. Main d'œuvre pour pose de l'appareil, modifications de plomberie. Prix comprenant la fourniture de PVC haute pression Ø 63 et 32. Conditions de règlement :selon CGV ci-jointes.	1.00	Unité	575.00	575.00
	1.00	Forfait	287.50	287.50

Durée de validité du devis : 15 jours à partir de la date d'émission du devis.
A compter de la date d'expiration du devis au 03/02/2022 nous devons réactualiser notre offre.
Le contexte de forte tension sur les produits et matières du secteur dans son ensemble ne permet pas de garantir nos prix au delà de 15 jours.

Mode de règlement : Virement
Date d'échéance : 19/01/2022
IBAN : FR7616807004008091414221842
BIC : CCBPFRPPGRE

Base HT	Taux	Montant TVA
862.50	20.00 %	172.50

Total HT :	862.50 €
Total TVA :	172.50 €
Total TTC :	1 035.00 €
Net à payer :	1 035.00 €

Bon pour acceptation :

Date :

Signature et Tampon :

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE, PRESTATION ET INTERVENTION

Les présentes conditions générales de vente, dont le client reconnaît en avoir pris connaissance et déclare expressément les accepter, sont applicables à l'ensemble des ventes de produits, prestations de nettoyage entretien et des interventions en réparation.

Elles sont souvent complétées par des conditions particulières stipulées sur les contrats et/ou bons de commande, selon la nature des prestations demandées par le client.

Fiches produits : les photographies sont fournies à titre indicatif et ne peuvent engager la responsabilité d'Océazur ; les caractéristiques essentielles sont décrites sur la fiche ; si le client le désire, il peut demander d'autres informations auprès d'Océazur qui les lui fournira.

Les prescriptions d'emploi pour les produits de traitement et nettoyage sont fournies en fonction des connaissances acquises et résultats d'essais effectués ; elles ne peuvent toutefois être considérées comme apportant une garantie ni comme engageant la responsabilité d'Océazur en cas de mauvaise utilisation ou d'application erronée.

Fiches accessoires : les photographies sont fournies à titre indicatif et ne peuvent engager la responsabilité d'Océazur ; les caractéristiques essentielles sont décrites sur la fiche ; si le client le désire, il peut demander d'autres informations auprès d'Océazur qui les lui fournira.

Fiches prestations : les caractéristiques essentielles de chacune des prestations sont décrites dans la fiche correspondante ; elles sont de portée générale et indicatives ; c'est le document contractuel signé par le client et par un représentant d'Océazur qui décrira le détail des prestations adaptées aux besoins du client.

Commandes : toute commande doit faire l'objet d'un document écrit émanant du client (ou signé par lui), que ce soit par courrier, télécopie, bon de commande Océazur signé et directement remis à un représentant de la société. Toute commande téléphonique doit être confirmée par écrit.

Par internet, la passation de la commande et sa confirmation par le client matérialise son acceptation pleine et entière, tant des conditions générales dont il reconnaît avoir pris connaissance et les accepter dès lors qu'il clique sur le bouton : « J'accepte », que des conditions particulières applicables à la commande.

A l'exception des contrats à prestations multiples (pack entretien) régis par des dispositions spécifiques, et des produits d'entretien payables à la réception, la commande ne sera réputée acceptée par Océazur, et donc la vente conclue, qu'après :

- réception du règlement d'un acompte de 30 % du prix TTC en confirmation de la commande, que celle-ci soit faxée, passée par internet, ou remise à un représentant de la société ;
- un délai de 24 heures (jours ouvrés), courant à compter de la réception de la commande au siège de la société, délai durant lequel Océazur se réserve le droit d'apporter des précisions au client (délai, technique,...) voire, de refuser d'honorer la demande en cas d'impossibilité de répondre de façon satisfaisante à la demande de son client.

Conditions préalables pour les contrats d'entretien : en raison des garanties proposées dans les contrats, Océazur établit un bilan technique préalable à la signature d'un contrat d'entretien de piscine. Si l'état du bassin ou du système hydraulique (pompe, filtration...) paraît notoirement défectueux, Océazur se réserve le droit de n'accepter la prise en charge de l'entretien que sous condition préalable de remise en état des composants à la charge du client, ou, à défaut, de retirer expressément la garantie associée au dit contrat.

Durée des contrats : sauf dispositions particulières contraires, la durée des contrats est de 12 mois pour le Pack Serenissim'O, 6 mois (15 avril au 15 octobre) pour les packs Tranquill'O et Piccol'O. Toutes les autres prestations sont de nature ponctuelle. Il n'est pas prévu de tacite reconduction ; un nouveau contrat sera établi et signé entre les parties pour une nouvelle période.

Sous-traitance : Océazur se réserve le droit, dans certains cas, de sous-traiter tout ou partie des prestations qui lui sont confiées à un fournisseur dont il connaît et apprécie la compétence technique.

Délai de livraison : Océazur s'efforcera de respecter les délais indiqués au client pour la livraison des produits accessoires et équipements. Un retard ne pourra toutefois entraîner ni annulation de la commande, ni indemnité.

Livraison, transport : Lorsqu'ils ne sont pas livrés par Océazur, les marchandises, produits, accessoires et équipements voyagent toujours aux risques et périls de l'acquéreur, même en condition « franco ». Conformément aux dispositions de l'article 105 du Code de Commerce, il appartient donc au client destinataire de faire toutes réserves en cas d'avaries, manquants ou retard à réception des marchandises, sur les documents du transporteur (ou, à défaut, par lettre recommandée avec A.R. dans les trois jours de la livraison, en apportant la preuve que l'avarie existait bien au moment de la livraison).

Prix : les prix sont ceux en vigueur à la date de conclusion de la vente.

Conditions de paiement : nets, sans escompte, les paiements sont effectués selon les règles suivantes :

- Produits d'entretien : à la livraison ;
- Accessoires et équipements : 30 % à la commande, le solde à la livraison ou installation ;
- Prestations ponctuelles : 30 % à la commande, le solde à la fin de la prestation ;
- Contrats d'entretien : d'avance à la signature, (possibilité de paiement en 2 fois).
- Prestations de Rénovation / Construction : 30% à la commande, 30% au commencement des travaux, 35% à la pose de l'étanchéité, 5% à la réception des travaux.

Pénalités de retard : Tout montant non acquitté par le client à sa date d'échéance entraînera de plein droit :

- Une pénalité au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points.
- Une pénalité de 10% au titre de clause pénale, outre les intérêts de retards.
- Une indemnité forfaitaire pour toute créance commerciale, pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 Euros comme le prévoit le douzième alinéa du 1 de l'article L 441-6.

Outre cette indemnité forfaitaire, le créancier pourra réclamer, sur justification, en application des dispositions de l'article 446-1 du Code de commerce, les frais de recouvrement qu'ils doivent supporter aux fins d'obtenir le paiement de leurs créances lorsque ceux-ci sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire ci-dessus.

Déroutement des interventions : celles-ci se faisant sur rendez-vous convenu entre le client et Océazur, le client s'engage à être présent durant la demi-journée convenue pour l'intervention, ou, à défaut, à organiser l'accès à l'espace piscine pour l'équipe d'intervention d'Océazur. Océazur met tout en œuvre pour respecter le plus scrupuleusement ses rendez-vous, mais, si un imprévu l'empêchait d'intervenir dans la demi-journée convenue, Océazur s'engage à en avvertir son client le plus rapidement possible, et, au plus tard, 2 heures avant l'heure d'intervention prévue. Si le client n'est pas présent le jour du rendez-vous convenu, et que l'espace piscine n'est pas accessible, Océazur se réserve le droit de demander au client un dédommagement forfaitaire pour les frais de déplacement : de 90.00€ TTC.

Pour les clients d'un des contrats pack entretien, un carnet d'entretien stipulera les opérations effectuées par les techniciens lors de chaque visite.

Limite de responsabilité : la prise en charge de l'entretien d'une piscine par Océazur, ne saurait dispenser le client d'apporter les soins normaux d'un « bon père de famille » et par voie de conséquence rendre Océazur responsable de toute détérioration constatée, particulièrement de celles provenant d'un mauvais usage ou d'une erreur de manipulation de la part du client ou des personnes dont il a la charge ou même des personnes qu'il accueille en son espace piscine. Cette limitation de responsabilité vaut pour toute prestation y compris celles relevant des contrats pack entretien avec garantie incluse. De même, Océazur ne saurait être tenue responsable des dommages électriques ou des vols concernant les pompes, filtres et autres éléments.

Garantie des accessoires : Nos accessoires étant vérifiés par nos soins avant livraison ou installation, la garantie ne s'applique pas en cas de mauvaise utilisation par le client mais uniquement sur des vices de fabrication, et sur une durée limitée de 1 an.

Réserve de propriété : Océazur se réserve la propriété des marchandises livrées jusqu'au paiement intégral de leur prix en principal et intérêts. A défaut de paiement du prix à l'échéance convenue, Océazur pourra reprendre les marchandises, la vente sera résolue de plein droit si bon semble au vendeur et les acomptes déjà versés lui resteront acquis en contrepartie de la jouissance des marchandises dont aura bénéficié le client.

Transfert des risques : Les marchandises resteront la propriété d'Océazur jusqu'au paiement intégral de leur prix, mais le client en deviendra responsable dès leur remise matérielle, le transfert de possession entraînant celui des risques. Le client reconnaît disposer d'une assurance qui garanti lesdites marchandises contre les risques de perte, vol ou destruction à compter de la livraison.

Loi informatique et liberté : Les informations nominatives qui sont demandées au client sont nécessaires à l'exécution des prestations. Elles sont conservées par Océazur qui se réserve le droit de les utiliser pour ses opérations administratives, pour l'établissement d'états statistiques et, le cas échéant, pour réalisation d'opérations marketing. Elles pourront être communiquées à des tiers en relation contractuelle avec Océazur. Conformément aux dispositions de la loi, le client dispose d'un droit d'accès et de rectification concernant ses informations, qu'il peut exercer auprès du siège de la société Océazur.

Contestations litiges : En cas de contestation ou litige ne pouvant être réglé à l'amiable, il est fait attribution exclusive de juridiction aux Tribunaux de Lyon, même en cas de garantie ou de pluralité de défendeurs, et, nonobstant toute clause contraire pouvant figurer sur l'un quelconque des imprimés de nos clients.

Simulation de quote-part travaux

Copropriété : LE JARDIN BACCARA BÂT. A & B
Clé de répartition : 0090 - Charges Piscine
Nature des travaux : INSTALLATION CHLORINATEUR

Devis	Fournisseurs	Montants
1	OCEAZUR	1035,00

Compte	Copropriétaire	Tantièmes	QP devis 1	QP devis 2	QP devis 3
P000001	LEVY Jean-Claude	12,00	14,24		
P000025 6	TRICAUD LEROY Chantal	6,00	7,12		
P001001	AGABRIEL ETIENNE 571080	6,00	7,12		
P001003	AMET JEAN-FRANCOIS	15,00	17,80		
P001004	AIT MAHIOUT Kamel	11,00	13,06		
P001005	AMSELLEM Mickaël	12,00	14,24		
P002002	ZANTA* Maria	8,00	9,50		
P002003	BELL ALAN	16,00	18,99		
P002004	BIRON Cyril 900860	14,00	16,62		
P002005	BOIZARD NICOLAS	11,00	13,06		
P002006	BIANCHINI* DAVID	12,00	14,24		
P002007	BENOIT Evelyne	14,00	16,62		
P002008	BOCCOZ Didier	12,00	14,24		
P002009	BATTARD Michel	11,00	13,06		
P002010	BORDET Olivier	8,00	9,50		
P002024 1	MANIN Olivier	8,00	9,50		
P003002	COPINET	19,00	22,55		
P003003	CHAPEY ALEXANDRE	11,00	13,06		

11 place Bellecour 69002 Lyon - Tél. 04 78 42 01 09 - contact@groupe-evotion.com - www.nouveausyndic.com

P013004	MOREL* Fabrice	16,00	18,99		
P016001	PEREZ J-P. & PANTSIOS S.	14,00	16,62		
P016002	PONCET MONTANGE SABINE	9,00	10,68		
P016003	PILLIE Robert	11,00	13,06		
P018001	RAMBALDI OLIVIER 900300	12,00	14,24		
P018003	RISSER Alexandre	12,00	14,24		
P019003	SCHURCH Mathieu	12,00	14,24		
P019004	SPOSITO Fabrice 900530	12,00	14,24		
P019005	STRUYF* Julie	12,00	14,24		
P020001	TRINCAL Sylvain	12,00	14,24		
P020002	TONNAR Jeff	11,00	13,06		
P020003	TURZO Florent	15,00	17,80		
P020004	THENOT-LE SOURD	14,00	16,62		
P020005	TRANSUER - Cristelle	11,00	13,06		
P020006	TRANCHART* Laurent	6,00	7,12		
P021302	RICHARD* Martine	15,00	17,80		
P021702	ESTEOULE-BADO- Laurent	14,00	16,62		
P022001	VEDRINNE* JEAN-MARC	10,00	11,87		
P022002	VACHERON Olivier	11,00	13,06		
P022003	VAN GORP Luc	11,00	13,06		
P022004	VILLEMONT DE LA CLERGERIE 900580 O.	8,00	9,50		
P023001	WISNIEWSKI J. - LOUVET F.	12,00	14,24		
P023302	PONT Louis-Pierre, Véronique	14,00	16,62		
	TOTAUX	872,00	1 035,00		



UNIVERT DU PAYSAGE

12 chemin des Eclapons
69390 VOURLES
04 72 30 69 07
contact@udp-martin.fr

www.fayolle-groupe.fr

Facebook : Univert du Paysage Instagram : @univertdupaysage

Entretien et Contrat d'Entretien

Création de jardins

Gestion des espaces naturels :

Aménagement des berges,

Passé à poissons.

UNEP - Membre de l'Union Nationale des Entrepreneurs Paysagistes

ADRESSE DE CHANTIER

COPROPRIETE LE BACCARA

42 avenue du 8 Mai 1945

69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE

Téléphone : -

Mail : m.ruivo@groupe-evotion.com

SDC JARDIN BACCARA BAT A&B

C/O AF GESTION LYON 2

11 Places Bellecour

69002 LYON-02

Devis n°DE220116 du 15/02/2022

Désignation	Qté	P.U. HT	Montant HT
- TRAVAUX PRÉLIMINAIRES OBLIGATOIRES : Démontage d'un panneau de clôture rigide. Fourniture d'un nouveau panneau et de 2 poteaux fixés à la clôture existante à l'aide de boulon et écrou afin de créer un passage facilement démontable.	1	540,00	540,00 €
1 • CLÔTURE			
- Démontage de la clôture existante, mis à part les piquets, et évacuation en décharge spécialisée.	1	450,00	450,00 €
- Débroussaillage de la zone et coupe de certains végétaux gênants si nécessaire. Évacuation en décharge spécialisée.	1	181,00	181,00 €
- Fourniture et scellement de 2 jambes de force aux extrémités.	1	180,00	180,00 €
- Mise en place de 60 mètres linéaires (ml) environ de clôture simple torsion verte hauteur 175 cm, Ø du fils : 3.2 mm ; comprenant la mise en place des fils de tension et des tendeurs ainsi que la fixation du grillage à l'aide d'agrafes adaptées.	1	2 025,00	2 025,00 €
Sous-total	4	Réparation de clôture	2 836,00 €
2 • PLANTATION			
- Décapage et évacuation de 8 m² de stabilisé derrière le pigeonier. Évacuation en décharge spécialisée. Pose d'une bordure en pin traité.	1	875,00	875,00 €
- Préparation pour la plantation d'une haie de photinia de 16 ml comprenant le bêchage et l'apport de terreau.	1	470,00	470,00 €
- Fourniture de 16 Photinias x fraseri 'Red Robin' hauteur 100/125 cm.	16	48,00	768,00 €
- Plantation des sujet cités ci-dessus comprenant l'apport d'engrais, le plombage ainsi que la mise en place de bâche biodégradable et de plaquette de paillage.	1	1 100,00	1 100,00 €
- Fourniture et plantation d'un Photinia x fraseri 'Red Robin' hauteur 175/200 cm dans le trou vers le portillon comprenant l'apport de terreau et d'engrais ainsi que le plombage et la mise en place de plaquette de paillage.	1	200,00	200,00 €
Sous-total	20		3 413,00 €

D + 540

3953,11

Plantation haie => soit 4743,60 €

Option si haie plus haute 175/200 cm => + 1514,40 €

(devis DE 220117)

6218,00 €



UNIVERT DU PAYSAGE

12 chemin des Eclapons
69390 VOURLES
04 72 30 69 07
contact@udp-martin.fr

Entretien et Contrat d'Entretien

Création de jardins

Gestion des espaces naturels :

Aménagement des berges,

Passé à poissons.

www.fayolle-groupe.fr

Facebook : Univert du Paysage Instagram : @univertdupaysage

UNEP - Membre de l'Union Nationale des Entrepreneurs Paysagistes

ADRESSE DE CHANTIER

COPROPRIETE LE BACCARA

42 avenue du 8 Mai 1945

69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE

Téléphone : -

Mail : m.ruivo@groupe-evotion.com

SDC JARDIN BACCARA BAT A&B

C/O AF GESTION LYON 2

11 Places Bellecour

69002 LYON-02

Devis n°DE220117 du 15/02/2022

Désignation	Qté	P.U. HT	Montant HT
- TRAVAUX PRÉLIMINAIRES OBLIGATOIRES : Démontage d'un panneau de clôture rigide. Fourniture d'un nouveau panneau et de 2 poteaux fixés à la clôture existante à l'aide de boulon et écrou afin de créer un passage facilement démontable.	1	540,00	540,00 €
1 • CLÔTURE <i>à voir avec un serrurier pour passer.</i>			
- Démontage de la clôture existante, mis à part les piquets, et évacuation en décharge spécialisée.	1	450,00	450,00 €
- Débroussaillage de la zone et coupe de certains végétaux gênants si nécessaire. Evacuation en décharge spécialisée.	1	181,00	181,00 €
- Fourniture et scellement de 2 jambes de force aux extrémités.	1	180,00	180,00 €
- Mise en place de 60 mètres linéaires (ml) environ de clôture simple torsion verte hauteur 175 cm, Ø du fils : 3.2 mm ; comprenant la mise en place des fils de tension et des tendeurs ainsi que la fixation du grillage à l'aide d'agrafes adaptées.	1	2 025,00	2 025,00 €
Sous-total	4		2 836,00 €
2 • PLANTATION			
- Décapage et évacuation de 8 m² de stabilisé derrière le pigeonnier. Evacuation en décharge spécialisée. Repose d'une bordure en pin traité.	1	875,00	875,00 €
- Préparation pour la plantation d'une haie de photinia de 16 ml comprenant le bêchage et l'apport de terreau.	1	470,00	470,00 €
- Fourniture de 16 Photinias x fraseri 'Red Robin' hauteur 175/200 cm.	16	130,00	2 080,00 €
- Plantation des sujet cités ci-dessus comprenant l'apport d'engrais, le plombage ainsi que la mise en place de bâche biodégradable et de plaquette de paillage.	1	1 100,00	1 100,00 €
- Fourniture et plantation d'un Photinia x fraseri 'Red Robin' hauteur 175/200 cm dans le trou vers le portillon comprenant l'apport de terreau et d'engrais ainsi que le plombage et la mise en place de plaquette de paillage.	1	200,00	200,00 €
Sous-total	20		4 725,00 €

*Différenciation par rapport à la
hauteur des realistas (voir
ann. n° DE 220 116)*



72, rue Sadi Carnot
92170 Vanves
France

Votre contact : Nora Bakki
Email : n.bakki@waat.fr

Devis W-DEV-20220215-14564
En date du : 15/02/2022

Groupe Évotion
A l'attention de **M Michel Ruivo**
11 Place Bellecour
69002 Lyon 2e Arrondissement, Rhône
France

Objet : OFFRE INTEGRALEMENT FINANCEE PAR LES AIDES ET SUBVENTIONS (Aide Advenir "INFRASTRUCTURE COLLECTIVE EN COPROPRIETE" et Caisse Des Dépôts)
AUCUN APPEL DE FONDS A PREVOIR

Installation infrastructure copropriété- Alimentation dédiée aux bornes de recharge pour véhicules électriques (formule Confort)

* parking de 113 places de la copropriété située au 42 Bis/Ter avenue du 8 Mai 1945 69160 Tassin-la-Demi-Lune

Description	Qté	PU HT	Total HT
INSTALLATION ÉLIGIBLE À LA PRIME ADVENIR INFRASTRUCTURE COLLECTIVE EN COPROPRIETE			
Création d'un Point De Livraison (PDL) dédié à l'infrastructure dans le local électrique : <ul style="list-style-type: none"> - étude technique par Enedis diligentée par WAAT - création d'un PDL avec platine et disjoncteur - passage des câbles de section appropriée - réalisation et fourniture du Consuel - mise en service Enedis - attestation de conformité Advenir 	1,00	10 384,00 <i>unité</i>	10 384,00
Création de l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques (Advenir) : <ul style="list-style-type: none"> - fourniture de tableau(x) divisionnaire(s), en conformité avec le cahier des charges ADVENIR INFRASTRUCTURE COLLECTIVE EN COPROPRIETE - protection départ général - Vigip 300mA - grille et inter-sectionneur - rail de terre - switch et modem pour le système de collecte et le pilotage énergétique - passage des câbles de section appropriée entre le PDL et le(s) tableau(x) divisionnaire(s) 	1,00	11 759,08 <i>unité</i>	11 759,08
Main d'œuvre et déplacement	1,00	4 645,86 <i>unité</i>	4 645,86
Cablofil : Fourniture et pose de cablofil avec tiges, fixations et mise à la terre réglementaire couvrant l'intégralité des allées du parking	1,00	14 700,48 <i>unité</i>	14 700,48
Sous total			41 489,42

Description	Qté	PU HT	Total HT
-------------	-----	-------	----------

AIDES ET PRIMES

OFFRE INTÉGRALEMENT FINANCÉE PAR LES AIDES ET SUBVENTIONS (ADVENIR INFRASTRUCTURE COLLECTIVE EN COPROPRIÉTÉ ET CAISSE DES DÉPÔTS). AUCUN APPEL DE FONDS À PRÉVOIR.

Offre éligible à l'aide "Infrastructure collective en copropriété" (montant maximal de 50% du montant HT des travaux, calculé sur un montant de 8 000 € augmenté de 75 € par place de parking supplémentaire au-delà de 100 places). Dossier initié par WAAT suite à l'installation d'une 1ère borne. Le versement de la prime "Infrastructure collective en copropriété" est conditionné par l'installation d'une borne de recharge.

À titre indicatif, et sous réserve d'éligibilité, le montant de cette aide serait de 8 975,00 €.

Le reste à charge est totalement financé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Aucun frais pour la copropriété.

Aide Advenir Infrastructure collective en copropriété : 8 975,00 €.
Financement par la Caisse des Dépôts : 40 812,30 €.

Reste à charge pour la copropriété : 0 €

Par ailleurs, vos copropriétaires pourront bénéficier d'une aide du programme Advenir pouvant financer jusqu'à 960€ pour l'installation de leur borne. Les démarches nécessaires à l'obtention de cette prime seront réalisées par WAAT (le montant de cette prime sera déduit automatiquement).

À cela pourra s'ajouter un crédit d'impôt à hauteur de 300€ conformément au projet de loi de finances 2021 au titre de dépenses effectivement supportées entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2023, dans les conditions et limites fixées par les textes législatifs.

DESCRIPTIF DES TRAVAUX ET PRESTATIONS

Nous allons mettre en place un point de livraison (PDL) dédié à l'alimentation des bornes de recharge dans le local électrique. Ce point de livraison sera créé par Enedis. Nous installerons également un ou plusieurs tableaux électriques pour électrifier votre parking.

La maintenance de l'infrastructure primaire (incluant le PDL) et du ou des tableaux divisionnaires est comprise pendant toute la durée de votre convention. Aucun frais de maintenance pour la copropriété.

Informations bornes de recharge :

Nous proposons à vos propriétaires ou locataires la fourniture et pose de bornes de recharge de marque européenne évolutives et qualitatives avec des abonnements comprenant la fourniture de l'électricité sans contrainte HP et HC, la maintenance de la borne (garantie à vie pendant toute la durée de l'abonnement) et la télérelève.

Prime ADVENIR : Prime CEE pour bornes de recharge de véhicules électriques	1,00	-8 975,00 unité	-8 975,00
Financement caisse des dépôts et consignation	1,00	-40 812,30 unité	-40 812,30

Notes :

Durée de validité du devis : 4 semaines à compter de la date d'émission du devis

Taux de TVA en vigueur à la date d'émission de l'offre : **20%**, sujet à modification en fonction des évolutions réglementaires.

Ces travaux seront réalisables avec les réserves suivantes :

- Validation par Enedis de la création d'un nouveau point de livraison à partir du pied de colonne existant
- Valeur de terre suffisante au sein de votre copropriété (< 100 ohm)
- Régime de neutre de type TT ou TN

Délai maximal pour la réalisation des travaux : 6 semaines après création par Enedis du point de livraison dédié.

Total net HT	41 489,42 €
TVA 20,00%	8 297,88 €
Montant total TTC	49 787,30 €
 Total primes	 49 787,30 €
<hr/>	
Total à régler	0,00 €

Signature du client :

Date de validité : 18/05/2022

CONTRAT D'INSTALLATION ET DE GESTION D'UNE INFRASTRUCTURE POUR BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Le Syndicat des copropriétaires de la résidence sise **42 Bis/Ter avenue du 8 Mai 1945 69160 Tassin-la-Demi-Lune** représenté par son syndic **Groupe Évotion**, le cabinet dont l'adresse est **11 Place Bellecour 69002 Lyon**, lui-même représenté par **Monsieur Ruivo**.

Ci-après dénommé "l'Aménageur" ou "le syndicat des copropriétaires".

D'UNE PART,

ET

La Société WAAT, Société par actions simplifiée au capital de 3 808 071 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 840 227 060, dont le siège social est situé 60 rue Saint Lazare 75009 PARIS, représentée par son Président, Monsieur Patrick KIC.

Ci-après dénommée "l'Opérateur" ou "WAAT".

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées individuellement la "Partie" ou collectivement les "Parties".

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSÉ

L'immeuble sis **42 Bis/Ter avenue du 8 Mai 1945 69160 Tassin-la-Demi-Lune** est une résidence à usage d'habitation comprenant **113** places de stationnement dépendant dudit immeuble. Afin d'anticiper les évolutions technologiques et règlementaires à venir, le syndicat des copropriétaires a souhaité étudier une solution permettant aux copropriétaires de pouvoir bénéficier d'une borne de recharge pour véhicules électriques et/ou hybrides rechargeables. Le Syndicat des copropriétaires représenté par son syndic en exercice a en conséquence procédé à une étude de marché afin de proposer à la copropriété une offre permettant tant la mise en place de l'infrastructure visant à alimenter les bornes individuelles que l'installation desdites bornes.

La société WAAT est une société spécialisée dans ce domaine et elle bénéficie notamment d'une expertise spécifique et de collaborateurs formés et agréés dans ce domaine d'intervention. Elle est ainsi à même d'offrir une offre complète et attractive tant d'un point de vue qualitatif que financier répondant aux besoins actuels de la copropriété tels qu'ils lui ont été préalablement définis.

C'est dans ce contexte que le choix du Syndicat des copropriétaires s'est porté sur WAAT en tant que prestataire et partenaire privilégié.

En conséquence, les Parties se sont rapprochées et sont convenues de ce qui suit :

CONVENTION

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

VEHICULE ELECTRIQUE : un véhicule à moteur équipé d'un système de propulsion comprenant au moins un convertisseur d'énergie sous la forme d'un moteur électrique non périphérique équipé d'un système de stockage de l'énergie électrique rechargeable à partir d'une source extérieure ;

INFRASTRUCTURE DE RECHARGE : l'ensemble des matériels, tels que circuits d'alimentation électrique, bornes de recharge ou points de recharge, coffrets de pilotage et de gestion, et des dispositifs permettant notamment la transmission de données, la supervision, le contrôle et le paiement, qui sont nécessaires à la recharge ;

BORNE DE RECHARGE : un appareil fixe raccordé à un point d'alimentation électrique, comprenant un ou plusieurs points de recharge et pouvant intégrer notamment des dispositifs de communication, de comptage, de contrôle ou de paiement ;

AMENAGEUR (ou SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES) : le maître d'ouvrage d'une infrastructure de recharge, jusqu'à sa mise en service, et le propriétaire de l'infrastructure dès lors qu'elle a été mise en service ;

OPERATEUR (D'INFRASTRUCTURE DE RECHARGE) : la personne qui exploite une infrastructure de recharge pour le compte d'un aménageur ou pour son propre compte ;

POINT DE LIVRAISON (PDL) : Point physique où l'électricité est soutirée au réseau. Il est généralement situé dans la colonne électrique de l'immeuble et identifié par référence à l'extrémité d'un élément d'ouvrage électrique dans le cas d'un abonnement nouveau. Dans le cas de l'utilisation de l'abonnement existant des parties communes, il est situé dans l'armoire de protection des services généraux de l'immeuble.

ARTICLE 2 – CHAMP D'APPLICATION ET OBJET DE LA CONVENTION

2.1 La présente convention est soumise aux dispositions de l'article 69 de la loi 2019-1428 du Code de la construction et de l'habitation et à ses textes subséquents, notamment le décret numéro 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.

2.2 La présente convention porte sur les conditions et modalités de l'installation et la mise à disposition d'une Infrastructure de recharge depuis le point de livraison physique jusqu'au(x) tableau(x) divisionnaire(s) permettant à terme d'alimenter les bornes de recharge appartenant individuellement à chaque copropriétaire ainsi que sur la maintenance curative et l'entretien de l'Infrastructure.

Il est précisé qu'un contrat d'abonnement sera souscrit séparément et individuellement avec chaque copropriétaire souhaitant bénéficier d'une alimentation électrique de sa borne via l'Infrastructure, ce contrat et la présente convention étant interdépendants.

2.3 La présente convention comprend également le montage du dossier auprès d'ENEDIS par l'Opérateur, en lien avec l'Aménageur. Afin de réaliser ce dossier, l'Opérateur réalisera un audit préalable des installations existantes de l'immeuble.

En conséquence, la réalisation des travaux objet de la présente convention est soumise, a minima, à la satisfaction des conditions suivantes :

- (a) la validation du dossier technique par ENEDIS et
- (b) une configuration et des installations existantes permettant la réalisation de l'infrastructure (en particulier, le régime de neutre devra être de type TT ou TN, et la valeur de la terre du bâtiment devra être inférieure à 100 Ohms).

Si des mises aux normes étaient préalablement requises, elles seraient à la charge et aux frais de l'Aménageur, de même que le coût éventuel de la création du point de livraison.

2.4 En outre, la réalisation de l'Infrastructure suppose que soient remis préalablement à l'Opérateur :

- Un Diagnostic Technique Amiante pour les immeubles dont le permis de construire est antérieur au 1^{er} juillet 1997. En cas de présence d'amiante, WAAT se réserve le droit de ne pas intervenir tant que le désamiantage sur les ouvrages concernés par les prestations de WAAT n'aura pas été réalisé.
- Le procès-verbal de l'assemblée générale de la copropriété autorisant la réalisation de l'Infrastructure ;
- Si possible, les plans et le DOE des réseaux électriques existants ;
- La copie du règlement de copropriété.

ARTICLE 3 – REALISATION DE L'INFRASTRUCTURE, MISE A DISPOSITION ET ENTRETIEN

Article 3.1 – Mise en place et livraison de l'infrastructure

- i) L'Opérateur réalise l'Infrastructure dans les parties communes désignées par WAAT et s'engage à utiliser de façon exclusive du matériel de marque connue, évolutif, communiquant, à la pointe technologiquement, répondant aux normes européennes.

À cet effet, l'Aménageur autorise l'Opérateur :

- A utiliser les chemins de câbles existants sous réserve du respect des normes et règles en vigueur ;
- A pénétrer dans les locaux et lui remettra à cet effet tous les badges, codes et clés qui lui seraient nécessaires.

- ii) L'Opérateur s'engage à achever ses travaux conformément au délai indiqué sur CONVENTION DE PORTAGE MUTUALISÉ D'UNE INFRASTRUCTURE COLLECTIVE DE PRÉ-ÉQUIPEMENT D'EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT POUR LA RECHARGE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES et hybrides, ce délai courant à compter des autorisations d'accès à l'immeuble et suite à la création du point de livraison dédié par Enedis

A l'achèvement des travaux de l'Infrastructure, les Parties conviendront d'une date de réception qui sera actée par la rédaction d'un procès-verbal de réception établi contradictoirement entre elles et au cours de laquelle les clés d'accès à l'infrastructure seront

remises au syndicat des copropriétaires. L'Opérateur en conserva un double pour les besoins de l'entretien et de la maintenance curative.

La réception de l'ouvrage emportera transfert de propriété de l'Infrastructure au Fonds d'Investissement de Mutualisation (Caisse des Dépôts et Consignation). Le transfert de propriété de l'infrastructure au syndicat des copropriétaires se fera suivant l'article 6.1 de la Convention de Portage Mutualisé d'une Infrastructure Collective de Pré-équipement d'Emplacement de Stationnement pour la Recharge de Véhicules Electriques et Hybrides.

Article 3.2 – Gestion, entretien de l'Infrastructure

- i) L'Opérateur assurera la gestion, la supervision, la maintenance curative de l'Infrastructure suivant les conditions et modalités ci-après décrites :

Dans ce cadre, l'Opérateur s'engage à garantir un niveau de disponibilité du service à ses clients finaux, à savoir les utilisateurs de Bornes de Recharge. Ainsi, l'Opérateur s'engage à ne pas dépasser plus de 8 jours par an d'indisponibilité exclusivement imputables à l'Infrastructure, ceci hors force majeure ou événement qui lui serait extérieur. Une panne d'alimentation électrique du quartier, par exemple, ne saurait être comptabilisée dans ces jours d'indisponibilité.

- ii) L'Opérateur assure la gestion du compteur ENEDIS installé ainsi que le système de supervision des bornes installées. Les utilisateurs de Bornes de recharge souscriront individuellement un contrat d'abonnement auprès de WAAT incluant la maintenance curative et l'électricité nécessaire à la recharge du véhicule électrique.
- iii) L'Opérateur assurera la maintenance curative de l'Infrastructure pendant toute la durée de la convention, lesquelles consistent à effectuer les réparations nécessaires en cas de dysfonctionnement imputables à l'installation. L'Opérateur s'engage à intervenir dans un délai maximal de 3 jours ouvrés (du lundi au vendredi de 9 à 18 heures, hors jours fériés) à compter du moment où il aura eu connaissance du dysfonctionnement.

Ne sont pas couverts par cette garantie, les dysfonctionnements qui seraient imputables à :

- Une utilisation de l'Infrastructure non conforme à son affectation
- Un dysfonctionnement des réseaux de distribution à l'arrivée de l'Infrastructure
- Le remplacement ou la réparation de l'Infrastructure sera également aux frais du Syndicat des copropriétaires en cas de sinistre, ou toute autre cause étrangère à l'Opérateur notamment évolution de la réglementation (Mises aux normes).

- iv) En contrepartie de la réalisation des opérations de maintenance curative et d'entretien de l'Infrastructure assurées à titre exclusif par l'Opérateur, le syndicat des copropriétaires s'engage pendant toute la durée de la convention, à n'effectuer aucune modification de l'infrastructure ni aucun ajout de borne de recharge sur l'Infrastructure sans l'accord de l'Opérateur. Ceci constitue une condition essentielle et déterminante du présent contrat sans lequel il n'aurait été conclu.

A défaut, l'Opérateur aura la faculté de solliciter la dépose de la borne individuelle de recharge ou de tout équipement tiers installé.

Article 3.3 – Information relative à la présence du service de recharge

Le syndicat des copropriétaires autorise WAAT à informer les occupants (propriétaires ou locataires) de l'immeuble de la mise en place du service de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables et à leur fournir toutes informations concernant les prestations proposées :

- Lors des assemblées générales ;
- Préalablement au début des travaux d'installation décrits à l'article 3 ci-dessus ;
- Après les travaux d'installation de l'infrastructure dans les parties communes ;
- Tous les 6 mois suivant l'installation jusqu'à la fin de la convention.

Article 3.4 – Evolution de l'infrastructure

En cas de saturation de l'installation réalisée par WAAT (PDL ou tableaux divisionnaires), l'Opérateur s'engage à prendre à sa charge les frais liés à l'évolution de l'infrastructure.

Article 3.5 – Prise en charge du Droit de Connexion (DDC) par Waat.

Conformément au cadre E de de la Convention de Portage Mutualisé d'une Infrastructure Collective de Pré-équipement d'Emplacement de Stationnement pour la Recharge de Véhicules Electriques et Hybrides, WAAT devra collecter auprès du copropriétaire ou locataire le droit de connexion forfaitaire pour tout point de charge raccordé à l'infrastructure collective, jusqu'à atteinte du remboursement du montant du portage au FIM (Fonds d'Investissement de Mutualisation).

Ce droit de connexion forfaitaire sera intégralement pris en charge par Waat sans collecte auprès du copropriétaire ou locataire pour chaque commande de bornes.

ARTICLE 4 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Article 4.1 – Assurances de l'Opérateur

L'Opérateur est couvert par un contrat d'assurance garantissant tous les risques liés à son activité notamment les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, et de tous dommages matériels, immatériels et corporels dans le cadre de l'exécution de la présente Convention.

Article 4.2 – Assurances du Syndicat des copropriétaires

Le Syndicat des copropriétaires fera son affaire personnelle de la souscription de tous contrats d'assurances qu'il jugerait utile et nécessaire afin de faire assurer contre tous dommages qu'il lui plaira l'infrastructure dont il sera propriétaire à compter de sa réception, selon les modalités prévues en article 3.1.ii) ci-dessus.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES – REMUNERATION DE L'OPERATEUR

Le coût des travaux de l'Infrastructure tels que visés en article 3.1 ci-dessus est fixé à la somme forfaitaire et globale de **49 787,30 euros TTC**. Ce montant est intégralement pris en charge par les éventuelles subventions et le *Fonds d'Investissement de Mutualisation IRVE*.

Ce montant inclut les opérations de maintenance curative et de gestion telles que listées en article 3.2 ci-dessus.

ARTICLE 6 – COMPETENCE ET CERTIFICATION

L'Opérateur réalisera les installations des Equipements prévues à la présente Convention à la norme C 15-100 applicable depuis le 01/09/2016 (JO d'août 2016) et au livre vert des Infrastructures de Recharges pour Véhicules Electriques.

L'Opérateur dispose des habilitations Electriques mention IRVE nécessaires à tous travaux concernant la réalisation de l'Infrastructure, ce conformément à l'article 22 du décret numéro 2017-26 du 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 7 – DUREE

Article 7.1 – Durée initiale, reconduction

La présente convention est conclue pour une durée ferme de cinq ans prenant effet à compter de la réception de l'Infrastructure prévue à l'article 3.1.ii) ci-dessus. (Sous réserve de la durée imposée par de la Convention de Portage Mutualisé d'une Infrastructure Collective de Pré-équipement d'Emplacement de Stationnement pour la Recharge de Véhicules Electriques et Hybrides,)

A l'issue de cette période, et sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties donnée au moins trois mois à l'avance et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, elle se reconduira par tacite reconduction.

Durant la tacite reconduction, chacune des parties pourra dénoncer le contrat à tout moment moyennant un délai de prévenance de trois mois et par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7.2 – Résiliation anticipée

Chacune des Parties pourra mettre fin par anticipation à la présente convention, que cela soit au cours de sa période initiale ou pendant sa tacite reconduction, en cas de manquement grave par l'autre Partie à ses obligations.

Dans ce cas, le contrat sera résilié automatiquement et de plein droit quinze jours après la présentation d'une lettre recommandée avec accusé de réception motivée.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8.1 – Intégralité de la convention - Modification

La présente convention annule et remplace toute convention et négociation antérieure, écrite ou orale sur le même sujet, entre les Parties ou leurs représentants. Elle constitue l'accord entier entre les Parties, y compris en cas de changement de syndic pendant la durée de celle-ci.

Elle ne pourra être modifiée, en tout ou partie, que par un document écrit affirmant expressément l'intention des deux Parties de modifier cette convention et signée par un représentant de chaque Partie dûment habilité à cet effet.

Article 8.2 – Non-renonciation

Le fait par l'une ou l'autre des Parties en une ou plusieurs occasions de ne pas se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions de la présente convention, ne devra en aucun cas impliquer la renonciation à s'en prévaloir ultérieurement. Aucun manquement ni retard de l'une des Parties dans l'exercice d'un droit ou privilège dans le cadre de la présente convention ne vaudra renonciation à celui-ci.

Article 8.3 – Nullité d'une clause de la Convention

Dans le cas où une ou plusieurs des dispositions de la présente convention seraient, pour une raison quelconque, tenues pour invalides, illégales ou inapplicables, quelle qu'en soit la raison, cette invalidité, illégalité ou inapplicabilité n'affectera aucune autre disposition des présentes, et la présente convention sera interprétée comme si elle n'avait jamais comporté ces dispositions invalides, illégales ou inexistantes.

Article 8.4 – Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges ou adresses indiqués en tête des présentes et s'engagent à se tenir mutuellement informées en cas de modification de ceux-ci.

Article 8.5 – Notifications

Sauf stipulation particulière, toutes notifications entre les Parties seront faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou lettre simple remise en main propre contre décharge.

Article 8.6 – Loi applicable

La présente Convention est régie par la loi française

ARTICLE 9 – REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En cas de difficultés d'exécution et/ou d'interprétation des documents contractuels et préalablement à la saisine des juridictions compétentes, les Parties conviennent de tenter de se rapprocher en désignant chacune d'elle un représentant.

Les représentants des Parties devront se réunir à l'initiative de la Partie la plus diligente et au plus tard, à défaut de meilleur accord, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de réunion.

En cas d'accord, les Parties signeront un protocole d'accord confidentiel et/ou un avenant à la présente convention.

En l'absence d'accord entre les Parties à intervenir au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la première réunion de concertation, chacune d'elle retrouvera son entière liberté d'action et pourra saisir la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires originaux,

Dont un pour chacune des Parties

A

Le

Pour WAAT
(l'Opérateur)

Pour le Syndicat des Copropriétaires
(L'Aménageur)



CONFORT

BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX SERVICES WAAT – OFFRE CONFORT

(À retourner, accompagné du mode de règlement, dûment signé)

WAAT-BS-COMV1
MAJ 20/05/2021

SOCIÉTÉ	
WAAT, SAS au capital de 3 570 709€ Bureaux : 72 rue Sadi Carnot 92170 Vanves Siège social : 60, rue St Lazare 75009 Paris	RCS PARIS 840 227 060 Tél. 01 46 42 60 66 Mail : contact@waat.fr

COORDONNÉES CLIENT
Nom : _____
Prénom : _____
Email : _____
Tél. : _____
Adresse de la borne : _____
Adresse de facturation : _____
Place de parking : _____
Modèle de véhicule : _____

PRESTATIONS D'ASSISTANCE	
Garantie	En cas de dysfonctionnement matériel sur la borne, remplacement par échange standard du ou des composants en défaut ou remplacement de la borne, hors utilisation anormale et/ou vandalisme.
Maintenance	Intervention dans un délai maximal de 3 jours ouvrés (du lundi au vendredi de 9h à 18h hors jours fériés) après signalement d'un dysfonctionnement.
Call center	Accès 5j/7 de 9h à 18h au service d'enregistrement téléphonique des demandes d'interventions. Tél. 01 46 42 40 66 / Courriel : sav@waat.fr
Supervision	Contrôle/paramétrage/suivi par connexion à distance de la consommation énergétique de la borne.

FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ VERTE
Mise à disposition d'électricité verte nécessaire à la recharge de votre véhicule;

WAAT // SAS au capital 3 808 071€
40 227 060 RCS PARIS // APE 4321A
8TVA FR04 840 227 060

Bureaux : 72 rue Sadi Carnot 92170 Vanves
Siège social : 60, rue Saint-Lazare 75009 Paris
Email : contact@waat.fr // Tél. : +33(0)1 46 42 40 66

ABONNEMENTS MENSUELS TTC					FORFAIT AU REEL
	SCOOTER	MOTEUR ÉLECTRIQUE			
	km/an	2,2 kW	3,7 kW	7,4 kW	
kWh(1)					
490 kWh	3 500	<input type="checkbox"/> 10,00 €	<input type="checkbox"/> 16,00 €	<input type="checkbox"/> 20,00 €	<input type="checkbox"/> 10,00€ +kWh au réel
980 kWh	7 000	<input type="checkbox"/> 14,00 €	<input type="checkbox"/> 27,00 €	<input type="checkbox"/> 37,00 €	
1 960 kWh	14 000	<input type="checkbox"/> 21,00 €	<input type="checkbox"/> 37,00 €	<input type="checkbox"/> 48,00 €	
2 940 kWh	21 000	<input type="checkbox"/> 26,00 €	<input type="checkbox"/> 48,00 €	<input type="checkbox"/> 58,00 €	

(1) Sur une base de 14kWh/100km

FACTURATION ET PAIEMENT	
CONDITIONS DE FACTURATION	CONDITIONS DE PAIEMENT
À terme mensuel d'avance	<input type="checkbox"/> Par prélèvement automatique, selon échéancier (***) <input type="checkbox"/> Autre : _____

(***) cf. Formulaire de prélèvement SEPA

En cas de dépassement du forfait sur l'année, facturation du kWh au réel à 0,25€ TTC

DURÉE & CONDITIONS DE RÉSILIATION
Le Contrat est conclu pour une durée initiale ferme de deux (2) ans à compter de la date de mise en service (notifiée par email et/ou sur PV de réception). À l'issue de cette période ferme, le Contrat sera tacitement reconduit pour une durée indéterminée, sauf dénonciation intervenue par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard trois (3) mois civils avant l'échéance initiale.

RÉFÉRENCE CONTRAT
Prénom, NOM : _____
Ayant toutes capacités à s'engager au titre du Contrat
Le _____ A _____



CONFORT

1. APPLICATION :

Les présentes Conditions Générales de Vente de Services (ci-après « CGV ») sont applicables à toute personne physique majeure en capacité juridique au sens de l'article 1145 du Code civil (ci-après « client ») souscrivant aux services WAAT pour son emplacement privatif de stationnement situé en France métropolitaine (Hors Corse) et bénéficiant d'un accordement effectif au réseau électrique commun.

2. DÉFINITIONS :

Dans les présentes Conditions Générales de Vente de Services, les termes et expressions concernant par une majuscule auront la signification suivante : « BULLETIN DE SOUSCRIPTION » : Conditions particulières acceptées par le Client mentionnant notamment son choix de puissance de borne (en kW), de forfait de Services, ses modalités de facturation.

« BORNE » : partie terminale de l'infrastructure mise à la disposition privée du Client sur l'emplacement de stationnement défini au BS permettant la recharge du véhicule à moteur électrique ou hybride rechargeable.

« CONTRAT » : Engagement écrit passé entre le Client et WAAT, portant sur la vente et l'exécution des Services, composé par ordre de priorité décroissante en cas de contradiction de leurs termes, du Bulletin de Souscription (BS) et des présentes Conditions Générales de Vente de Services (CGV), constituant l'intégralité de l'accord des Parties. Toute modification dans l'identité du client désigné au BS pendant la durée du Contrat entraînera la conclusion d'un nouveau contrat.

« COMPOSANTS » : toutes pièces matérielles (coffret, boîtier socle de prise de charge, disjoncteurs) et équipements électroniques (module de verrouillage, capteur de détection) constitutifs de l'installation mis à la disposition du client par WAAT dans le cadre du contrat et sur lesquels porte l'exécution des Services.

« HEURES/JOURS OUVERTS » : plages horaires et jours durant lesquels les interventions relatives aux prestations d'Assistance seront exécutées par WAAT à savoir : du lundi au vendredi de 9h à 18h (hors samedi, dimanche et jours fériés).

« IMMEUBLE » : résidence ou bâtiment à usage collectif au sein duquel sont localisés les emplacements de stationnement des clients, appartenant à une Propriété, qu'il soit unique ou une institution. « INSTALLATION » : Ensemble de la solution d'accès à la fourniture d'énergie installée paramétrée et mise en service par WAAT au sein de l'immeuble, composée des équipements communs à ce dernier (câbles de raccordement au compteur, boîtier WAAT, etc.) et des composants spécifiques aux besoins exprimés par le client.

« SERVICES » : Ensemble de prestations exécutées par WAAT dans le cadre du contrat, permettant la recharge de véhicules à moteurs électriques ou hybrides rechargeables incluant : l'assistance, l'accès à la centrale d'appels, dépannages, supervision) et la fourniture d'énergie par application du forfait retenu par le client au BS.

« SOCIÉTÉ » : WAAT, SAS au capital de 3 808 071€ - Siège Social : 60 / St Lazare 75009 Paris - RCS PARIS 840 227 060

« VEHICULES » : Véhicules (voiture/deux roues) dotés d'un moteur électrique ou hybride rechargeable éligibles aux services et à la borne.

3. OBJET :

Les CGV ont pour objet de définir les conditions de fourniture d'énergie et modalités d'exécution des services retenus par le client aux termes du BS.

4. CONDITIONS PREALABLES :

1. SOLVABILITÉ DU CLIENT :

A réception d'une demande de souscription aux services et au cours du contrat, WAAT pourra vérifier la régularité de la situation du client auprès du Fichier national des chèques irréguliers (FNCI). Toute anomalie constatée sera notifiée par écrit au client, ce dernier disposant de 5 jours ouvrés pour justifier de la

régularité de sa situation, à défaut de quoi WAAT pourra requérir le versement d'un dépôt de garantie, dans les conditions de l'Article 4.2 CGV, étant précisé que les informations obtenues du FNCI sont supprimées par WAAT.

4.2 Dépôt de Garantie :

WAAT pourra solliciter du client la constitution d'un dépôt de garantie de 300 Euros :

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE – CONTRAT D'ABONNEMENT

expire un samedi, dimanche ou jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au 1er jour ouvrable suivant. En cas de demande de services immédiats, le client sera redevable du montant correspondant au prorata des services fournis entre leur début effectif et la réception du BR.

6. DESCRIPTION DES SERVICES :

1. Conditions d'utilisation des Services et de la Borne : Les Services ont pour objet de permettre aux clients la recharge de leur(s) Véhicule(s) (à l'exclusion de tout autre matériel électrique, éclairage, chauffage etc.) sur l'emplacement de stationnement privatif désigné au BS.

La borne et les services sont destinés à l'usage exclusif, privé et domestique du client et/ou des membres de son foyer. Toute utilisation à d'autres fins (notamment commerciales) de quelque manière et à quel titre que ce soit (onéreux/gratuit) au bénéfice de tiers sera susceptible d'entraîner la résiliation immédiate du contrat.

WAAT exécutera l'ensemble de prestations correspondantes aux services souscrits au BS, en fonction du type de véhicule, de la puissance électrique de la borne et d'un état déclaratif de ses besoins en kilométrage. Le coût de l'ensemble des services souscrits est réputé inclus au montant forfaitaire de l'abonnement.

Seuls les préposés de WAAT ou de ses prestataires dûment mandatés sont réputés habilités à intervenir sur la borne et au titre des services. WAAT ne saurait prendre en charge les éventuelles conséquences directes et/ou indirectes de l'intervention d'une entreprise tierce (en ce compris les éventuelles indisponibilités de la borne et de l'électricité)

6.2 Les prestations d'Assistance :

Les prestations dites « d'Assistance » intègrent les interventions suivantes :

6.2.1 La garantie :

Le client bénéficie, pendant toute la durée du contrat, d'une garantie de bon fonctionnement sur l'installation réalisée et mise en service par WAAT, incluant la main d'œuvre, le déplacement et les pièces nécessaires aux interventions sur le emplacement par échange standard des composants reconnus défectueux par les services techniques de WAAT, à l'exclusion de tous dommages directs/indirects liés à l'utilisation et aux performances de l'installation. La

garantie ne peut être invoquée par le client pour obtenir l'échange ou la réparation des pièces défectueuses par suite d'utilisation anormale, d'accident ou de négligence, comme en cas d'alimentation électrique défectueuse, d'erreur de manipulation de l'installation, de conditions d'environnement non conformes ou toute autre cause ne provenant pas du fait de WAAT, lequel étant réputé déchargé de toute obligation relative à la garantie, si des modifications étaient apportées à l'installation sans son consentement écrit préalable.

6.2.2 L'accès à la Centrale d'appels :

En cas de dysfonctionnement de la borne et/ou des services, le client pourra enregistrer une demande de dépannage auprès du centre d'appels de WAAT, ce service étant disponible 5j/7 de 9h à 18h. Une date et heure d'intervention respectant les Jours et Heures Ouverts contractuels sera fixée par WAAT en fonction des disponibilités du client dans un délai maximal de 72h ouvrées suivant enregistrement de la demande de dépannage.

6.2.3 Le dépannage :

A la date fixée, pour l'intervention de dépannage, WAAT présentera un technicien in situ ou par connexion informatique distante afin de procéder aux réparations nécessaires à la remise en fonctionnement opérationnel des équipements. En cas de dépannage in situ, le client s'engage à être présent et permettre l'accès immédiat aux équipements à la date fixée pour le dépannage.

En cas d'impossibilité pour WAAT de procéder à la venue en fonctionnement opérationnel de l'installation, chaque jour d'indisponibilité du Service donnera lieu à un avoir de 1/30ème du montant d'abonnement forfaitaire, à valoir sur la facture du mois suivant. En cas d'absence injustifiée du client à la date d'intervention, ou en cas d'intervention non justifiée par un dysfonctionnement caractérisé, le dépannage sera facturé en sus à hauteur de 80€ TTC. Les frais de main d'œuvre, déplacement, mobilisation de véhicule pour l'exécution d'un dépannage en Jours et heures ouvrées, sont inclus au montant forfaitaire de l'abonnement.

5.3 Droit de rétractation (art. 1121-21 et s. du Code de la consommation) :

Le client dispose d'un droit de rétractation sans frais de 14 jours francs à compter de la date de conclusion du contrat, par l'envoi électronique ou postal du Bordereau de Rétractation (BR) joint au BS à l'adresse indiquée. Si ce délai

La supervision pendant toute la durée du contrat, WAAT opérera le contrôle, suivi et relève des consommations électriques de la borne par connexion informatique distante avec les compteurs connectés qui y sont installés et par le biais desquels WAAT exécutera également le paramétrage de la borne si nécessaire. Les frais de main d'œuvre, et d'exploitation nécessaires à l'exécution des prestations de supervision sont inclus au montant forfaitaire de l'abonnement.

6.3 La Fourniture d'Énergie :

A compter de sa prise d'effet et pendant toute la durée du contrat, WAAT assurera la fourniture de l'électricité nécessaire à l'alimentation de la borne, selon le déclaratif de besoins exprimé par ce dernier au BS.

Les frais correspondants à l'accès au réseau d'électricité, et à la consommation d'électricité sont réputés inclus au montant de l'abonnement forfaitaire.

6.4 Modification des Services et conditions contractuelles :

6.4.1 L'initiative du client : Toute modification du périmètre et/ou des modalités d'exécution des services à l'initiative du client doit être formulée par courriel à l'adresse : contact@waat.fr. Si la modification sollicitée est soumise à de nouvelles

conditions contractuelles et/ou tarifaires, celles-ci seront communiquées au client par tout moyen écrit approprié et seront applicables au 1^{er} jour du mois suivant leur réception.

6.4.2 L'initiative de WAAT :

WAAT sera susceptible de faire évoluer les conditions d'exécution des Services. Ces modifications entreront en vigueur au 1^{er} jour du mois suivant réception de leur notification écrite. En cas de désaccord, le client pourra résilier son contrat sans frais dans les conditions de l'Art 15.1 CGV. Il est toutefois précisé que la présente clause ne s'applique pas aux modifications du contrat imposées par la loi ou le règlement.

7. EXCLUSIONS :

Toute fourniture ou prestation non explicitement incluse au périmètre défini au contrat sont exclues de la portée de ce dernier.

8. OBLIGATIONS DES PARTIES :

1. Obligations du Client :

1.1 Usage des Services et installation conforme à leur objet :

Le client s'engage à utiliser les services et l'installation pour l'usage de recharge des véhicules uniquement, et d'une façon qui préserve leur durée de vie.

8.1.2 Accès :

Le client s'engage à :
• autoriser le libre accès à son emplacement de stationnement et à la borne aux intervenants mandatés par WAAT appelés à se rendre in situ pour les prestations d'assistance,
• donner un accès, pratique et conforme à la réglementation, aux équipements, installations, et parties privatives ouvertes ou fermées de l'immeuble sans danger pour les intervenants de WAAT.

8.1.3 Information :

Le client s'engage à fournir à WAAT les informations nécessaires à l'exécution des services notamment :

- les documents relatifs à la borne/l'installation si cette dernière n'a pas été installée et mise en service par WAAT ;
- les informations sur les éventuelles modifications de besoins en kilométrages, en nombre de véhicules et/ou de membres dans le foyer, susceptibles d'utiliser les services.
- toute anomalie, dégradation, défaillance ou panne des équipements, modification des branchements, dès qu'il en a connaissance.
- tout risque particulier, notamment en matière de sécurité des personnes et des biens.
- le client demeure à tout moment seul responsable de la suffisance et de l'exactitude de toutes les informations fournies par lui.

Bureaux : 72 rue Sadi Carnot 92170 Vanves

Siège social : 60, rue Saint-Lazare 75009 Paris

Email : contact@waat.fr / Tél. : +33(0)1 46 42

40 66

WAAT // SAS au capital 3 808

071€ 40 227 060 RCS PARIS // APE

4321A

STVA EDNA 840 227 060



CONFORT

8.2 Obligations de WAAT – Disponibilité des Services :
Le client bénéficiera, sous réserve du respect du présent contrat, sauf cas de force majeure et sans préjudice de tout autre recours, de la disponibilité des services et notamment de la fourniture d'énergie aux conditions convenues.
Chaque jour d'indisponibilité du service au-delà de 72 heures après la déclaration de l'incident par le client auprès de WAAT donnera lieu à un avoir sur la prochaine facture, correspondant à 1/30e du forfait mensuel facturé, à condition que l'indisponibilité du service soit exclusivement imputable à l'installation ou aux équipements fournis par WAAT.

9. Prix :
9.1. Prix des Services souscrits :
La grille des tarifs d'abonnement forfaitaire en vigueur à la date de conclusion du contrat est mentionnée au BS. Le prix de l'abonnement forfaitaire comprend la totalité des frais de main d'œuvre et d'exploitation nécessaires à la réalisation des services, dans les limites et conditions stipulées au contrat.

9.2. Prix des autres prestations :
Les prestations exclues du contrat, notamment la livraison des fournitures ou les travaux de révision mécanique, d'échange standard ou de rénovation, pourront faire l'objet, sur simple demande du client, d'une offre de WAAT, précisant le prix des prestations supplémentaires requises et les conditions associées.

9.3 Taxes et contribution :
Tout impôt, taxe, contribution ou charge de toute nature en application des lois et règlements en vigueur, réputé être une composante du prix, est facturé au client. Les modifications réglementaires, légales et fiscales intervenant postérieurement à la date de conclusion du contrat et affectant directement ou indirectement les montants facturés seront répercutés intégralement en sus.

9.4 Variation des prix :
Le montant Hors Taxes des prestations d'Assistance correspond aux conditions économiques des indices connus à la date de conclusion du contrat. Il sera actualisé à chaque date anniversaire en fonction des variations de l'indice ICHTref-15. Le montant de l'abonnement forfaitaire ainsi actualisé sera facturé au 1er jour du mois suivant la date anniversaire du contrat.

9.5 Indexation des prix :
Le montant Hors Taxes de fourniture d'énergie et en particulier du kWh sera indexé à la hausse ou à la baisse, proportionnellement aux tarifs réglementés d'électricité, dans les mêmes conditions que ce dernier. Les évolutions du tarif réglementé étant décidées par arrêté ministériel et publiées au Journal Officiel, le montant de l'abonnement forfaitaire en tenant compte sera appliqué de plein droit au client au 1er jour du mois suivant réception du courrier/courriel en portant notification intervenant suivant ladite publication d'arrêt. Le client sera par ailleurs informé de cette modification sur la première facture en tenant compte.

9.6 Information sur les évolutions tarifaires :
En cas de modification du montant de l'abonnement forfaitaire (grille tarifaire, prix de l'assistance, de fourniture d'énergie...), WAAT s'engage à en informer le client, à la date de conclusion du contrat, et à lui adresser, par l'envoi d'un RAR, le montant de l'abonnement forfaitaire ainsi actualisé.

10. FACTURATION
1. Modalités de facturation :
Le client s'engage à payer le montant de l'abonnement forfaitaire (grille tarifaire, prix de l'assistance, de fourniture d'énergie...), WAAT s'engage à en informer le client, à la date de conclusion du contrat, et à lui adresser, par l'envoi d'un RAR, le montant de l'abonnement forfaitaire ainsi actualisé.

11. Paiement
1. Modalités et délai de paiement :
Le client devra s'acquitter du montant des factures d'abonnement aux dates fixées à l'échéancier qui lui est adressé à chaque début de facturation. Les factures devront être réglées par prélèvement automatique sur le compte bancaire/postal dont les coordonnées auront été renseignées sur le formulaire de prélèvement joint au BS.

12. Sanctions aux retards et défauts de paiement :
En cas de non-paiement des sommes dues à échéance, WAAT adressera au client un courrier (électronique ou postal) de mise en demeure assortie d'un délai de 20 jours calendaires.
Dans le cas où le client n'aurait pas déféré à ladite mise en demeure à l'issue du délai prescrit, les sommes dues seront majorées de pénalités de retard calculées sur la base d'une fois et demie le taux de l'intérêt légal appliqué au montant de la créance TTC et sans que ce montant de pénalité ne puisse être inférieur à 7,50 € TTC. Les pénalités seront applicables sans préjudice pour WAAT de son droit à suspendre les services dans les formes et conditions de l'Art 12. CGV.

13. Suspension des services :
WAAT pourra procéder à la suspension des services en cas de manquements graves/persistants du client à ses obligations contractuelles en respectant le formalisme suivant :
Notification écrite de remède au manquement, assortie d'un délai de 8 jours, précisant intervenir dans le cadre du présent article ;
A défaut de régularisation dans les 8 jours : Envoi d'un RAR de mise en demeure de régularisation assorti d'un délai de 15 jours, précisant la date de suspension effective.
A défaut de régularisation dans les 15 jours : suspension des services (et de la fourniture d'énergie).
Des régularisations du manquement, WAAT procédera au rétablissement des services. A défaut de régularisation et si la suspension devait perdurer plus de 45 jours, WAAT pourra alors :

Recouvrer l'ensemble des sommes dues et des frais de recouvrement de 40€uros par facture impayée ;
Facturer les frais de suspension des services : 100 €uros

13. Responsabilité :
13.1 Responsabilité de WAAT :
WAAT s'engage à exécuter ses obligations contractuelles conformément à la réglementation en vigueur et assumera les conséquences matérielles directes des défaillances qui lui sont strictement imputables à l'exclusion de celles résultant

14. Force majeure :
Le contrat peut être suspendu, sans indemnité, si son exécution est empêchée ou retardée par un événement de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil. WAAT informera le client de la survenance d'un tel événement. Si l'exécution de tout ou partie du contrat était suspendue du fait du présent article pendant plus de 90 jours consécutifs, le client pourra procéder à sa résiliation par l'envoi d'un RAR, effectif de 15 jours suivant sa date de réception.

15. Résiliation
1. Résiliation de plein droit sans indemnité
Le contrat pourra être résilié de plein droit sans indemnité par l'envoi d'un RAR, sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, en cas de force majeure, dans les conditions précisées à l'Art. 14 CGV.

16. Règlement des litiges
Toute contestation doit être adressée à WAAT dans les 14 jours suivant la survenance de la cause de contestation, par RAR. Aucune renonciation à faire valoir un droit ou recours, ni aucun acte ne saurait être interprété comme une renonciation à faire valoir un autre droit ou recours, sauf écrit signé par la partie concernée.
Tout différend opposant les parties à l'occasion de l'exécution/interprétation du contrat tentera d'être résolu amiablement avant tout recours judiciaire.
Si la résolution amiable du litige était impossible dans un délai d'un mois suivant l'invitation à transférer, le différend pourrait être porté à la compétence du Tribunal de Commerce du siège social de WAAT, y compris en cas de pluralité de défendeurs et d'appel en garantie.

17. Cession
WAAT se réserve le droit de transférer ou de céder à toute autre société tout ou partie des droits et obligations nés du Contrat, cette dernière s'engageant néanmoins à n'apporter aucune modification aux conditions d'exécution des services souscrits par le client. WAAT informera le client de toute cession et/ou transfert du contrat. Le contrat ne peut être en aucun cas cédé à un tiers par le client à quelque titre que ce soit.

18. Nullité partielle :
La nullité ou l'incompatibilité d'une clause quelconque du contrat avec une disposition législative ou réglementaire ou résultant d'une décision de justice de toute autre autorité compétente, n'affectera pas la validité des autres clauses contractuelles.

19. Données à caractère personnel
Dans le cadre et pour l'exécution du contrat, WAAT conserve dans ses fichiers des données à caractère personnel des clients au sens du règlement (UE) 2016/679. Ces fichiers ont été déclarés conformément à la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Ce traitement a pour finalité la gestion du contrat (fourniture d'énergie et services associés, facturations, recouvrement). Dans le cadre de la gestion du contrat et si le client ne s'y est pas opposé, WAAT pourra utiliser les données collectées à des fins de prospection commerciale afin d'informer ce dernier de ses nouvelles offres et services ainsi que de celles de ses partenaires pouvant l'intéresser. La prospection par voie électronique sur des produits ou services non analogues à ceux du client ou par des tiers n'est possible que si le client y a préalablement consenti. Par ailleurs, le client peut s'inscrire sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique sur le site <http://www.bloctel.gouv.fr>. Le client est informé que les conversations téléphoniques avec la centrale d'appels sont susceptibles d'être enregistrées aux fins d'amélioration de la qualité du service et conservées dans un délai restreint de 8 semaines.

Dans le cadre du contrat, les informations à caractère personnel du client pourront être stockées, traitées et transférées par WAAT à ses sous-traitants et/ou ses partenaires, y compris hors de l'Union Européenne, qui ne pourront y accéder que dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le client dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données personnelles le concernant. Ce droit peut être exercé par courrier à l'adresse électronique contact@waat.fr. Le client peut également s'opposer à la prospection commerciale auprès de la centrale d'appels.

20. Dispositions diverses
Les dispositions du contrat constituent l'intégralité de l'accord entre WAAT et le client sur les services souscrits. Il remplace toutes déclarations, offre, engagements, communications orales ou écrites, acceptations, ententes et accords préalables relatifs aux dispositions auxquelles cette convention s'applique. Les CGV sont susceptibles de modification par WAAT, moyennant information écrite du client adressée un mois minimum avant l'entrée en vigueur des nouvelles Conditions Générales de Ventes. Dans le cas où ces nouvelles conditions n'entraîneraient pas l'accord du client, ce dernier sera libre de procéder à la résiliation du contrat sans frais ni indemnité, par l'envoi d'un RAR au plus tard 2 mois suivant réception des nouvelles CGV. A défaut, ces dernières sont réputées être applicables de plein droit.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE - CONTRAT D'ABONNEMENT

du fait d'un tiers, du client lui-même ou d'un cas de force majeure. En particulier, WAAT ne saurait être tenue responsable des conséquences d'interruption de fourniture d'énergie alimentant l'immeuble.

16. Règlement des litiges
Toute contestation doit être adressée à WAAT dans les 14 jours suivant la survenance de la cause de contestation, par RAR. Aucune renonciation à faire valoir un droit ou recours, ni aucun acte ne saurait être interprété comme une renonciation à faire valoir un autre droit ou recours, sauf écrit signé par la partie concernée.

17. Cession
WAAT se réserve le droit de transférer ou de céder à toute autre société tout ou partie des droits et obligations nés du Contrat, cette dernière s'engageant néanmoins à n'apporter aucune modification aux conditions d'exécution des services souscrits par le client. WAAT informera le client de toute cession et/ou transfert du contrat. Le contrat ne peut être en aucun cas cédé à un tiers par le client à quelque titre que ce soit.

18. Nullité partielle :
La nullité ou l'incompatibilité d'une clause quelconque du contrat avec une disposition législative ou réglementaire ou résultant d'une décision de justice de toute autre autorité compétente, n'affectera pas la validité des autres clauses contractuelles.

19. Données à caractère personnel
Dans le cadre et pour l'exécution du contrat, WAAT conserve dans ses fichiers des données à caractère personnel des clients au sens du règlement (UE) 2016/679. Ces fichiers ont été déclarés conformément à la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Ce traitement a pour finalité la gestion du contrat (fourniture d'énergie et services associés, facturations, recouvrement). Dans le cadre de la gestion du contrat et si le client ne s'y est pas opposé, WAAT pourra utiliser les données collectées à des fins de prospection commerciale afin d'informer ce dernier de ses nouvelles offres et services ainsi que de celles de ses partenaires pouvant l'intéresser. La prospection par voie électronique sur des produits ou services non analogues à ceux du client ou par des tiers n'est possible que si le client y a préalablement consenti. Par ailleurs, le client peut s'inscrire sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique sur le site <http://www.bloctel.gouv.fr>. Le client est informé que les conversations téléphoniques avec la centrale d'appels sont susceptibles d'être enregistrées aux fins d'amélioration de la qualité du service et conservées dans un délai restreint de 8 semaines.

Dans le cadre du contrat, les informations à caractère personnel du client pourront être stockées, traitées et transférées par WAAT à ses sous-traitants et/ou ses partenaires, y compris hors de l'Union Européenne, qui ne pourront y accéder que dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le client dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données personnelles le concernant. Ce droit peut être exercé par courrier à l'adresse électronique contact@waat.fr. Le client peut également s'opposer à la prospection commerciale auprès de la centrale d'appels.

20. Dispositions diverses
Les dispositions du contrat constituent l'intégralité de l'accord entre WAAT et le client sur les services souscrits. Il remplace toutes déclarations, offre, engagements, communications orales ou écrites, acceptations, ententes et accords préalables relatifs aux dispositions auxquelles cette convention s'applique. Les CGV sont susceptibles de modification par WAAT, moyennant information écrite du client adressée un mois minimum avant l'entrée en vigueur des nouvelles Conditions Générales de Ventes. Dans le cas où ces nouvelles conditions n'entraîneraient pas l'accord du client, ce dernier sera libre de procéder à la résiliation du contrat sans frais ni indemnité, par l'envoi d'un RAR au plus tard 2 mois suivant réception des nouvelles CGV. A défaut, ces dernières sont réputées être applicables de plein droit.

21. Force majeure :
Le contrat peut être suspendu, sans indemnité, si son exécution est empêchée ou retardée par un événement de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil. WAAT informera le client de la survenance d'un tel événement. Si l'exécution de tout ou partie du contrat était suspendue du fait du présent article pendant plus de 90 jours consécutifs, le client pourra procéder à sa résiliation par l'envoi d'un RAR, effectif de 15 jours suivant sa date de réception.

22. Résiliation
1. Résiliation de plein droit sans indemnité
Le contrat pourra être résilié de plein droit sans indemnité par l'envoi d'un RAR, sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, en cas de force majeure, dans les conditions précisées à l'Art. 14 CGV.

23. Sanctions aux retards et défauts de paiement :
En cas de non-paiement des sommes dues à échéance, WAAT adressera au client un courrier (électronique ou postal) de mise en demeure assortie d'un délai de 20 jours calendaires.

Dans le cas où le client n'aurait pas déféré à ladite mise en demeure à l'issue du délai prescrit, les sommes dues seront majorées de pénalités de retard calculées sur la base d'une fois et demie le taux de l'intérêt légal appliqué au montant de la créance TTC et sans que ce montant de pénalité ne puisse être inférieur à 7,50 € TTC. Les pénalités seront applicables sans préjudice pour WAAT de son droit à suspendre les services dans les formes et conditions de l'Art 12. CGV.

24. Suspension des services :
WAAT pourra procéder à la suspension des services en cas de manquements graves/persistants du client à ses obligations contractuelles en respectant le formalisme suivant :
Notification écrite de remède au manquement, assortie d'un délai de 8 jours, précisant intervenir dans le cadre du présent article ;
A défaut de régularisation dans les 8 jours : Envoi d'un RAR de mise en demeure de régularisation assorti d'un délai de 15 jours, précisant la date de suspension effective.
A défaut de régularisation dans les 15 jours : suspension des services (et de la fourniture d'énergie).
Des régularisations du manquement, WAAT procédera au rétablissement des services. A défaut de régularisation et si la suspension devait perdurer plus de 45 jours, WAAT pourra alors :

Recouvrer l'ensemble des sommes dues et des frais de recouvrement de 40€uros par facture impayée ;
Facturer les frais de suspension des services : 100 €uros

25. Responsabilité :
25.1 Responsabilité de WAAT :
WAAT s'engage à exécuter ses obligations contractuelles conformément à la réglementation en vigueur et assumera les conséquences matérielles directes des défaillances qui lui sont strictement imputables à l'exclusion de celles résultant

26. Force majeure :
Le contrat peut être suspendu, sans indemnité, si son exécution est empêchée ou retardée par un événement de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil. WAAT informera le client de la survenance d'un tel événement. Si l'exécution de tout ou partie du contrat était suspendue du fait du présent article pendant plus de 90 jours consécutifs, le client pourra procéder à sa résiliation par l'envoi d'un RAR, effectif de 15 jours suivant sa date de réception.

27. Résiliation
1. Résiliation de plein droit sans indemnité
Le contrat pourra être résilié de plein droit sans indemnité par l'envoi d'un RAR, sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, en cas de force majeure, dans les conditions précisées à l'Art. 14 CGV.

28. Sanctions aux retards et défauts de paiement :
En cas de non-paiement des sommes dues à échéance, WAAT adressera au client un courrier (électronique ou postal) de mise en demeure assortie d'un délai de 20 jours calendaires.

Dans le cas où le client n'aurait pas déféré à ladite mise en demeure à l'issue du délai prescrit, les sommes dues seront majorées de pénalités de retard calculées sur la base d'une fois et demie le taux de l'intérêt légal appliqué au montant de la créance TTC et sans que ce montant de pénalité ne puisse être inférieur à 7,50 € TTC. Les pénalités seront applicables sans préjudice pour WAAT de son droit à suspendre les services dans les formes et conditions de l'Art 12. CGV.

29. Suspension des services :
WAAT pourra procéder à la suspension des services en cas de manquements graves/persistants du client à ses obligations contractuelles en respectant le formalisme suivant :
Notification écrite de remède au manquement, assortie d'un délai de 8 jours, précisant intervenir dans le cadre du présent article ;
A défaut de régularisation dans les 8 jours : Envoi d'un RAR de mise en demeure de régularisation assorti d'un délai de 15 jours, précisant la date de suspension effective.
A défaut de régularisation dans les 15 jours : suspension des services (et de la fourniture d'énergie).
Des régularisations du manquement, WAAT procédera au rétablissement des services. A défaut de régularisation et si la suspension devait perdurer plus de 45 jours, WAAT pourra alors :

Recouvrer l'ensemble des sommes dues et des frais de recouvrement de 40€uros par facture impayée ;
Facturer les frais de suspension des services : 100 €uros

30. Responsabilité :
30.1 Responsabilité de WAAT :
WAAT s'engage à exécuter ses obligations contractuelles conformément à la réglementation en vigueur et assumera les conséquences matérielles directes des défaillances qui lui sont strictement imputables à l'exclusion de celles résultant

31. Force majeure :
Le contrat peut être suspendu, sans indemnité, si son exécution est empêchée ou retardée par un événement de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil. WAAT informera le client de la survenance d'un tel événement. Si l'exécution de tout ou partie du contrat était suspendue du fait du présent article pendant plus de 90 jours consécutifs, le client pourra procéder à sa résiliation par l'envoi d'un RAR, effectif de 15 jours suivant sa date de réception.

32. Résiliation
1. Résiliation de plein droit sans indemnité
Le contrat pourra être résilié de plein droit sans indemnité par l'envoi d'un RAR, sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire, en cas de force majeure, dans les conditions précisées à l'Art. 14 CGV.

Bureaux : 72 rue Sadi Carnot 92170 Vanves
Siège social : 60, rue Saint-Lazare 75009 Paris
Email : contact@waat.fr / Tél. : +33(0)1 46 42 40 66

emande d'autorisation pour projet M. Perez/M. Pantsios - Je Jardin Baccara

essage

matias Pantsios

17 février 2022 à 13:3

"m.ruivo@groupe-evotion.com" <m.ruivo@groupe-evotion.com>

onjour M Ruivo,


ouvez-vous mettre à l'ordre du jour de la prochaine AG notre demande d'autorisation pour le projet que vous
rouverez en pièce jointe ?

ous restons à votre disposition pour plus de renseignement.

'avance merci.

ordialement

M. Perez/ M. Pantsios

 **FRANCK RAFFIN Devis N° D-2202-01143[44].pdf**
236K

RAFFIN MENUISERIE
1015 ROUTE DU PONT MATHIVET
69460 SALLES ARBUISSONNAS EN BE
Tél. : 06 50 68 58 88
email : franckraffin@gmail.com





Devis N° D-22/02-01143
Le 17 février 2022

M. STAMATIS PANTSIOS
42 BIS AVENUE DU HUIT MAI 1945
69160 TASSIN LA DEMI LUNE


Fourniture et pose (Neuf)
Pose assurée par nous même
Contact client, Tél.: 04000000000 - Mobile :
Votre contact : **RAFFIN FRANCK** (Mobile : 06 50 68 58 88 ou Email : franckraffin@gmail.com)
Livraison à l'adresse de facturation

Page N° 1/3

Suite à votre demande, veuillez trouver ci-joint notre meilleure offre de prix.
Merci de rappeler la référence du présent document pour toute commande.

Réf.	Libellé	Qté	PU Net	Total HT	T
	<p>Store coffre extérieur monobloc, modèle DIAMANT Lux, manoeuvre radio Largeur 4500 mm, Avancée 4000 mm Coffre Design entièrement en aluminium extrudé élégant et raffiné intégrant des "ogives" assorties au coloris du coffre (également en aluminium) Equipé de bras hautes performances (profil de bras renforcés) en aluminium. Articulation à chaînes Eclairage leds Nouvelle Génération intégré dans les bras. Diffusion d'une lumière chaleureuse jusqu'à 120° - 60 led/ml qui assurent un flux lumineux de 160 lumens. Classé IP65.</p> <p>Inclinaison du store : de 10 à 25° Coloris thermolaqué en standard : RAL 9016 Blanc - RAL 1015 Ivoire - FS7016 Gris Anthracite – Rouille MARS 2525 – NOIR 2100 Sablé Autre coloris RAL/FS (en option - plus value) : Toile confectionnée de très haute qualité, 100% acrylique, imputrescible clean-gard et avec une grande stabilité des couleurs – Confection exclusive bord à bord Motorisation en standard SOMFY IO (Technologie io-homecontrol®) Radio avec télécommande 5 canaux Fabrication Française</p> <p> Fabrication Française Pose avec ogives Vue de l'extérieur Toile : Groupe A Acrylique Toile DICKSON orchestra 300g/m² Référence toile (saisissez votre référence ici) Coloris armature : standard Coloris armature Mars 2525 Rouille mouchetée Manoeuvre store : Moteur Radio SOMFY SUNEAL IO Télécommande SITUO IO 5 CANAUX (Fournie de base) Commande à gauche vue de l'extérieur 2 bras Eclairage LED blanches intégrées dans les bras Eclairage LED blanches sous-face Eclairage LED blanches dans la Barre de charge</p>				



Réf.	Libellé	Qté	PU Net	Total HT	T
	Produit garantie 5 ans Contrôle de faisabilité				
	Moteur garantie 5 ans. Garantie 3 ans. Garantie 3 ans. Garantie 3 ans.				
	SOUS-TOTAL : Store coffre extérieur monobloc, modèle DIAMANT Lux, manoeuvre radio	1			1
	INSTAL installation				
					
	SOUS-TOTAL : installation	1			1
T	TVA	Montant HT	Montant TVA	MONTANT TOTAL HT MONTANT TVA	
1	20,00			€	

Mode de règlement : 30 % à la commande, solde à réception de la facture

Montant à régler à la commande :

Solde restant à régler :

Visuels non contractuels

Devis valable 1 mois. Date limite de l'offre : 17/03/2022

Contrat AXA Multirisque Professionnelle n° 1018456t504.

Contrat AXA Décennale n° 0000020803272304.

Signature précédée de la mention "Lu et approuvé. Devis reçu avant exécution des travaux, bon pour accord"

MONTANT TOTAL TTC : €

BANQUE POPULAIRE BPAURA

IBAN : FR76 1680 7004 7836 3440 4621 091

BIC : CCBPFRPPGRE



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET DE REGLEMENT

L'acceptation de nos offres implique l'adhésion à nos conditions générales de vente et de règlement ci-après, lesquelles prévalent sur toutes conditions d'achat, sans dérogation écrite et expresse de notre part,

1 - CLAUSE ÉCONOMIQUE

Nos menuiseries vendues selon les conditions économiques connues à la date de l'établissement du devis. Ces prix sont fermes pendant le délai indiqué sur le devis. Au-delà, ils sont actualisables et révisables en fonction de l'évolution des indices BT appropriés. Les commandes et les engagements ne constituent que des offres qui ne deviendront définitives qu'après confirmation de notre part.

2 - CLAUSE DE DÉLAI ET EXPÉDITION

Nous nous efforçons de respecter les délais indiqués : ceux-ci ne sont donnés qu'à titre indicatif, et le retard ne peut en aucun cas être invoqué comme cause d'annulation de la commande et ne donne droit à aucune indemnité. Les marchandises voyagent aux risques et périls du destinataire, même si elles sont expédiées franco.

3 - CLAUSES DE PAIEMENT

3.1. Générales

Nos menuiseries étant fabriquées exclusivement sur commande, le paiement des fournitures s'effectue suivant les conditions particulières indiquées. Dans le cas d'atteinte grave au crédit de l'acheteur, en cas de faillite, liquidation judiciaire, ou à défaut de paiement à son échéance d'une précédente facture, nous nous réservons de ne poursuivre l'exécution d'une commande qu'après fourniture par l'acheteur de garanties complémentaires acceptées par nos soins.

3.2. Conditions d'escompte

En cas de paiement à une date antérieure à celle résultant des conditions générales ou particulières de vente, il n'est prévu aucun escompte, sauf accord négocié expressément lors de la commande.

3.3. Pénalités de retard (Loi n° 92-1442 du 31 décembre 1992)

Tout défaut de paiement à la date de règlement figurant sur la facture entraînera, une pénalité calculée par application d'un taux égal à une fois et demi le taux de l'intérêt légal.

4 - CLAUSES DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ ET DE RENONCIATION A L'ACCESSION

4.1. Réserve de propriété

Il est expressément convenu que les marchandises demeureront la propriété de notre Société jusqu'au paiement intégral de leur prix, en principal et intérêts. A défaut de paiement à l'échéance, comme dans les cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, la décision de notre Société de se prévaloir de la présente clause de réserve de propriété sera valablement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception. Les marchandises concernées devront nous être retournées à ses frais, dès cette notification.

4.2. Renonciation à l'accession

Lorsque notre Société intervient dans le cadre d'un contrat d'entreprise, nonobstant les articles 551 et 552 du Code Civil, elle demeure propriétaire de l'ouvrage exécuté jusqu'à l'entier paiement de sa créance née du marché des travaux. La renonciation à l'accession ne fait pas obstacle à la prise de possession de l'ouvrage exécuté. Les présentes dispositions ne modifient pas nos obligations telles que fixées aux articles 1788, 1792 et suivante et 2270 du Code Civil.

5 - CLAUSES DE GARANTIE

5.1. Garantie légale

Dans nos rapports avec les acheteurs non professionnels ou consommateurs la garantie légale concernant les défauts et vices cachés s'applique en tout état de cause conformément aux articles 1641 et suivants du Code Civil à la condition que l'acheteur fasse la preuve du vice caché.

5.2. Garantie contractuelle

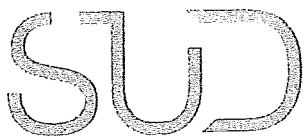
Nos menuiseries font l'objet d'une garantie de deux ans à compter de la livraison, sauf dans les cas de négligence, fausse manœuvre² ou mauvais entretien de la part de l'acheteur ou encore en cas de force majeure. Cette garantie est strictement limitée à l'échange pur et simple en nos ateliers des pièces reconnues défectueuses, sans indemnité d'aucune sorte pour frais de main oeuvre de démontage, remontage, immobilisation, etc.. Le remplacement des pièces n'a pas pour conséquence de prolonger la durée de garantie précisée au paragraphe ci-dessus.

6 - TRAVAUX AVEC POSES OU RÉPARATIONS

Sauf convention contraire, le camionnage est à la charge de l'acheteur, qui assure la réception, la vérification des colis et la bonne conservation des fournitures. L'acheteur est tenu - sauf stipulations contraires - d'assurer, à sa charge, tous travaux de maçonnerie, menuiserie, peinture et travaux annexes. Les retouche nécessitées par la disposition non conforme des ouvertures ne peuvent en aucun cas être à notre charge. L'ouverture et le démontage des caissons et, d'une manière générale tous travaux conditionnant l'exécution de la pose et ressortant d'une autre corporation, ne sont pas à notre charge, nos monteurs n'étant pas qualifiés pour les exécuter. Les pertes de temps ou fausses manœuvres provenant de causes indépendantes de notre volonté ne sont pas à notre charge et seront facturées en supplément. Le paiement de la pose est indépendant de celui de la fourniture et ne peut en aucun cas entraîner de retard dans le paiement de cette dernière. La réception générale et définitive des travaux de pose est faite par l'acheteur ou son représentant, avant le départ du monteur, et en présence de celui-ci. Aucune réclamation ne peut être admise ultérieurement. Les conditions de pose ci-dessus s'appliquent également à tous travaux d'entretien et de réparation.

7 - CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

En cas de contestation, et même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs, seul le Tribunal de Marennes sera compétent, nonobstant toute clause contraire imprimée dans les bons de commande des acheteurs, notre Société se réservant le droit de saisir les juridictions compétentes du domicile de ce derniers.



STIMULATE
UNIQUE
DESIGN

○ ARCHITECTURE

○ URBANISME

○ INGÉNIERIE

○ DESIGN INTÉRIEUR

○ IMAGINER ENSEMBLE

EVOTION

22 Quai Docteur Gailleton
69002 LYON

Lyon, le 17 février 2016

Opération : **10.553 JARDIN BACCARA**
Responsable : Patrick BOWDLER
Nos refs. : EH/GB



Reference Toiles et stores
Imposee pour l'architecture

Monsieur,

Suite à la dernière visite de notre paysagiste sur le projet cité en référence, nous vous confirmons que le coloris des toiles d'ombrage et stores bannes doit impérativement être la référence suivante : FERRARI - Soltis 92 - Coloris Gris Nuage 92-50272 pour toutes les nouvelles installations de ce type à réaliser sur les terrasses et jardins.

Vous remerciant par avance pour la prise en compte de notre courrier.

Nous vous prions de croire, Monsieur, en l'expression de nos sincères salutations.

Gaëlle BARAQUE
Pour Patrick BOWDLER

Lyon
Paris
Varsovie
Kiev